

UNIVERSITÉ DE DIJON — FACULTÉ DE DROIT

DU
BIEN DE FAMILLE
EN FRANCE

ÉTUDE CRITIQUE DU PROJET DE LOI DE M. RUAU,
MINISTRE DE L'AGRICULTURE,
SUR LA CONSTITUTION ET LA CONSERVATION DU BIEN DE FAMILLE INSALISSABLE

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(Sciences juridiques)

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE DIJON

Le Mercredi 20 Décembre 1905, à une heure et demie

PAR

Henri MORAT

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE DIJON

SOUS LA PRÉSIDENTE DE M. PERCEROU, PROFESSEUR

SUFFRAGANTS { M. MARTIN, AGRÉGÉ
M. HÉMARD, AGRÉGÉ

DIJON

IMPRIMERIE JACQUOT & FLORET

12, rue Berbisey, 12

1905

DU
BIEN DE FAMILLE
EN FRANCE

« Latifundia perdidere Italiam jam vero
« et provincias. »

(PLINE L'ANCIEN, livre XVIII.)

La multiplication des grands domaines et
la disparition des petits ont perdu l'Italie
et même les provinces.

« Avitus apto cum lare fundus. »

(HORACE, *Ode*, 1, 12, 43.)

Une propriété de famille avec une maison
à l'avenant.

UNIVERSITÉ DE DIJON — FACULTÉ DE DROIT

DU
BIEN DE FAMILLE
EN FRANCE

ÉTUDE CRITIQUE DU PROJET DE LOI DE M. RUAU,
MINISTRE DE L'AGRICULTURE,
SUR LA CONSTITUTION ET LA CONSERVATION DU BIEN DE FAMILLE INSAISSABLE

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(Sciences juridiques)

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE DIJON

Le Mercredi 20 Décembre 1905, à une heure et demie

PAR

Henri MORAT

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE DIJON

SOUS LA PRÉSIDENCE DE M. PERCEROU, PROFESSEUR

SUFFRAGANTS { M. MARTIN, AGRÉGÉ
 { M. HÉMARD, AGRÉGÉ



DIJON
IMPRIMERIE JACQUOT & FLORET
12, rue Berbisey, 12
—
1905



Digitized by the Internet Archive
in 2026

A LA MÉMOIRE DE MON PÈRE

A MA MÈRE

A TOUS MES AMIS

DU BIEN DE FAMILLE

EN FRANCE

INTRODUCTION

« Le souci principal de tous ceux qui, dans notre pays, veulent fonder sur des assises inébranlables le gouvernement de la démocratie moderne, c'est d'avoir constamment les regards dirigés sur les intérêts des populations agricoles. A toutes les époques, dans tous les pays, tous les hommes d'Etat, tous ceux qu'on a honorés de ce nom ont trouvé dans le travail des champs la source première de la fortune publique et en ont fait la préoccupation dominante de leurs méditations. Et ce n'est pas dans un pays comme la France, qui compte vingt-quatre millions d'agriculteurs et de paysans, la réserve de la nation, le lest même du vaisseau qui porte la fortune nationale, que l'on pourrait comprendre un citoyen, un démocrate, un homme public ne considérant pas comme l'essence même de la politique appliquée à la République le souci, le culte, l'amour inébranlable

de tous ceux qui peinent, qui geignent, qui suent, qui épargnent, qui payent et qui font en somme la patrie ».

Le souci des intérêts de l'agriculture, que Gambetta formulait en ces termes (1), n'a cessé d'être dominant. En constatant la crise qui sévit sur l'agriculture, en voyant la population des campagnes émigrer vers les villes, tous ceux qui ont à cœur la prospérité du pays, ont cherché les moyens de venir en aide aux paysans et d'arrêter leur exode.

Mais avant de rechercher le remède, il convient de discerner les causes du mal. Nous les avons énumérées, sommairement, au chapitre III de notre étude en les puisant à la source de nos lois, de notre situation économique et de nos mœurs.

Ces mêmes calamités n'ont pas seulement un caractère territorial, elles sont universelles. Nous avons été conduit, par ce fait, à des incursions dans les législations étrangères. Certaines nations ont déjà opposé un remède au mal qui les ruine, remède souvent fort complexe et découlant, comme en Allemagne, d'institutions préexistantes.

Aussi, pour donner de la clarté à notre travail et à titre de renseignement, nous avons estimé qu'un chapitre spécial de législation comparée (chapitre II) exposant très succinctement les systèmes étrangers actuellement en vigueur faciliterait, aux chapitres suivants, la discussion de leur adoption en France.

(1) Discours prononcé à Cahors, le 29 mai 1881.

Nous avons étudié et discuté le principe et les articles du projet de M. Ruau dont nous avons fait le fond même de notre étude.

Si nous avons formulé de si nombreuses objections, c'est que nous avons pensé que le homestead, panacée universelle pour les pays en voie de formation, ne donnerait en France, à une époque de transformation, d'autre résultat que d'augmenter l'arsenal déjà si fourni de nos lois.

La nécessité nous convie à quelque chose de pratique, il faut donner à la démocratie terrienne, non pas un principe sans effet mais des lois grosses de résultats et conformes à une évolution sociale actuelle.

Portalès observait, il y a un siècle, que les défenseurs de la propriété avaient deux manières de concevoir ses intérêts : « les uns la voudraient presque immuable, les autres aspirent à la mobiliser de plus en plus ».

Depuis cette époque les idées ont évolué, la simple aspiration est devenue une volonté impérieuse et c'est vers elle que se tournent aujourd'hui tous ceux qui attendent de la mobilisation de la propriété, la réforme qui rendra aux campagnes les enfants, l'activité et la richesse en augmentant la force de la nation.

CHAPITRE PREMIER

Du principe de l'insaisissabilité en droit français

D'après le Code Civil (art. 2092), le débiteur « est tenu de remplir son engagement sur tous ses biens mobiliers et immobiliers, présents et à venir » : Cela peut paraître assez dur lorsqu'on ignore ce que fut, pendant de longs siècles, la situation des débiteurs.

A Rome, la loi des Douze Tables était cruelle : « *tertiis nundinis partis secando* » ; l'ancien droit germanique se montrait terrible pour l'insolvable qui répondait de ses dettes sur sa liberté et souvent sur sa vie. En règle générale, presque toutes les législations anciennes avaient admis, soit des peines corporelles, soit des déchéances civiles pour le débiteur infidèle à ses engagements. Aujourd'hui encore, dans les nations modernes, les lois distinguent entre les dettes civiles et les dettes commerciales et ces dernières sont traitées avec plus de rigueur.

Mais si le Code civil pose les principes, le Code de procédure civile est chargé de les appliquer. L'ar-

ticle 2092 du Code civil, garantie des créanciers, trouve son exécution dans les différentes règles du Code de procédure, grâce auxquelles on exécute un débiteur en défaut.

La saisie-arrêt, la saisie-brandon, la saisie des rentes, la saisie-gagerie, la saisie-conservation, la saisie foraine, la saisie immobilière sont autant de moyens, autant d'armes à la portée du créancier inexorable pour combattre son débiteur.

Mais à tout principe existent des exceptions. Prévues par le législateur de 1804, postérieures au Code civil ou encore à l'état de projet, ces anomalies au principe fondamental de l'art. 2092, si nous pouvons les appeler ainsi, sont toutes édictées dans l'intérêt du débiteur.

Aux rigueurs d'autrefois devaient succéder des tempéraments compatibles avec l'évolution de la société. L'homme ne vit pas seul, il se meut dans la famille « cette cellule vivante de la société », comme l'appelle Herbert Spencer, et le rôle de celle-ci consiste à perpétuer la race, à faire l'éducation des enfants, à abriter les vieillards, à soigner les malades et les infirmes (1). Mais que devenait-elle par suite de la déconfiture de son chef, frappé dans ses biens et dans sa liberté par l'effet des poursuites d'un créancier.

(1) La législation française apporte son concours dans la grande mission dévolue à la famille par deux lois récentes : celle du 15 juillet 1893 « sur l'assistance médicale gratuite », et celle du 14 juillet 1905 « sur l'assistance aux vieillards, aux infirmes et aux incurables ».

La famille, atteinte dans son existence, voyait ses membres jetés sur le pavé, jeunes ou vieux se trouvaient non-seulement sans ressources, mais encore sans abri ; le foyer quelquefois était à tout jamais détruit.

Cet état de choses devait préoccuper le législateur qui, au point de vue social et moral, devait entraver la destruction des « cellules » de la société et diminuer le nombre des misères qui en étaient le résultat.

Le Code de procédure civile qui, comme nous l'avons vu, fixe les règles relatives à l'exécution des principes du droit civil, était tout désigné pour contenir les quelques palliatifs réclamés dans l'intérêt de l'insolvable, de la famille et de la société. A côté de toutes les saisies mises entre les mains du créancier, devaient donc se trouver quelques cas d'insaisissabilité réservés au malheureux débiteur.

L'art. 592 de ce Code édicte précisément certaines exceptions au principe qui voudrait que tous les biens du débiteur soient le gage du créancier « confiant et obligé » (1). Les unes ont trait aux objets de première nécessité, les vêtements et les lits nécessaires à l'insolvable et à sa famille, la nourriture de ceux-ci pendant un mois ; les autres consistent dans les outils et instruments de travail et dans ce qui forme le gagne-pain du débiteur.

Les provisions alimentaires adjugées par justice, les pensions et sommes données à titre d'aliments

(1) Exposé des motifs de l'art. 592, rapporté dans DALLOZ, J. G., page 592, § 10.

sont aussi, par l'article 581 du Code de procédure civile, déclarées insaisissables.

Le principe de l'article 581 devait nécessairement s'étendre et inspirer de nouveaux cas d'insaisissabilité pour cause d'aliments. Admis pour les pensions alimentaires établies par justice ou autrement, il devait trouver sa place dans les pensions civiles ou militaires, qui, pour partie, sont elles-mêmes à titre alimentaire. La pension, quel que soit son caractère ou civil ou militaire, a pour but principal de sauvegarder son titulaire contre les éventualités de la vieillesse et de lui assurer la dignité du grade ou de la fonction qu'il occupait. Permettre la saisie totale de la pension eût été créer une arme contre son principe et contre l'idée de l'article 581.

Les lois des 14 avril et 11 mai 1831 sur les pensions de l'armée de terre et de mer et celle du 13 juin 1853 sur les pensions civiles, consacrent ce privilège d'insaisissabilité.

De la pension au salaire, il n'y avait qu'un pas; s'arrêter sur la première idée eût été méconnaître les principes d'humanité de l'article 581 du Code de procédure civile surtout en ce qui concerne les petits salaires dont l'emploi sert ou devrait servir uniquement à l'entretien et à l'alimentation de l'ouvrier et de sa famille. La restriction du principe de la saisie s'imposait donc et il a été consacré par la loi du 12 janvier 1895 « relative à la saisie-arrêt sur les salaires et les petits traitements des ouvriers ou employés ».

L'article 1^{er} de la loi s'exprime en ces termes :
« Les salaires des ouvriers et gens de service ne sont saisissables que jusqu'à concurrence du dixième, quel que soit le montant de ces salaires. »

Ce principe d'insaisissabilité ne manqua pas d'être critiqué par les adversaires systématiques de toute idée nouvelle. On prétendait que cette loi, qui doit en apparence profiter aux ouvriers et aux petits employés, leur serait au contraire essentiellement funeste ; que le créancier, n'ayant plus le moyen de s'assurer le paiement de ses fournitures, ne ferait plus crédit ni à l'ouvrier ni au petit employé et que, sous prétexte de leur laisser de quoi vivre, on les mettrait dans l'impossibilité de se procurer les choses les plus nécessaires à l'existence. Pour répondre à cette objection M. Jules Roche, l'un des promoteurs de cette loi, nous fournit, dans l'exposé des motifs de son projet, toute une argumentation que nous reproduisons fidèlement : « S'il arrive que l'insaisissabilité du salaire ébranle le crédit de l'ouvrier aux yeux de certains trafiquants dont l'industrie consiste à surprendre sa bonne foi ou sa faiblesse en lui vendant des marchandises surtaxées ou en lui faisant des avances à un taux usuraire, non seulement nous ne croyons pas porter atteinte à sa situation, mais nous prétendons même le protéger contre une fraude trop répandue qui s'exerce aujourd'hui à l'abri de la loi et à laquelle il est temps de mettre un terme » (1).

(1) Rapporté dans SIREY, *Lois annotées*, 1895, p. 915.

Si nous nous sommes permis, au début de ce travail, de nous attarder à cette discussion, c'est pour bien faire connaître la principale critique que l'on peut porter et que l'on ne manquera pas de faire à tout principe d'insaisissabilité mobilier ou immobilier.

Il ne convient d'indiquer que d'une façon incidente une analogie à l'idée que nous développons et que l'on pourrait trouver dans l'insaisissabilité des rentes sur l'État, par la bonne raison, d'une part, que la jurisprudence (1) en est arrivée aujourd'hui à réduire et à atténuer considérablement ce privilège d'insaisissabilité en ce qui concerne les rentes ; et parce que, d'autre part, la raison qui le justifie ici n'a aucun rapport avec celui qui sert de base à l'article 592 du Code de procédure civile. Il s'agit d'un motif de protection pour le crédit de l'État et nullement de l'intérêt du débiteur.

Le privilège d'insaisissabilité qui nous occupe se dégage encore de la théorie du régime dotal. Le législateur a prévu la conservation des biens de la femme qui sont les biens autour desquels vit et se développe la famille, en les protégeant contre la prodigalité ou les revers de fortune du mari. L'article 1554 du Code civil s'exprime en ces termes : « Les immeubles constitués en dot ne peuvent être aliénés ou hypothéqués pendant le mariage, ni par

(1) Voir note importante sur Cass., 9 juillet 1894, et Cass., 16 juillet 1894, rapportée dans DALLOZ, 1894, 1, 497.

la femme, ni par les deux époux conjointement, sauf les exceptions qui suivent ».

Devons-nous trouver dans ce texte une corrélation nécessaire entre l'inaliénabilité et l'insaisissabilité. Non, en principe, mais par exception, l'inaliénabilité implique l'insaisissabilité dans tous les cas où l'insaisissabilité est le complément nécessaire de l'inaliénabilité, celle-ci ne pouvant produire ses effets, atteindre le but que la loi ou la convention se sont proposé si la saisie faisait sortir les biens du patrimoine du propriétaire.

Aucun texte ne déclare insaisissables les biens du domaine public ; cependant la saisie en est évidemment impossible, parce que la vente, suite de la saisie, attribuerait ces biens à des particuliers, alors qu'ils sont essentiellement affectés à l'usage, à l'utilité du public.

De même les immeubles dotaux, quoique l'article 1554 du Code civil se borne à les déclarer inaliénables, sont à l'abri des saisies des créanciers parce que, sans l'insaisissabilité, la protection que la loi accorde à la femme mariée sous le régime dotal et aux enfants, serait illusoire.

Pourquoi ne pas étendre ce privilège à la terre sans le laisser se spécialiser au régime dotal où il faut qu'il soit nettement stipulé ? Ne serait-ce pas la généralisation d'un principe d'humanité et d'économie sociale sagement étendue ?

A bien considérer, ne trouvons-nous pas qu'il y a dans notre droit une lacune provenant de cette idée ?

Le Code de procédure civile, disions-nous, excepte de la saisie le lit, les vêtements, les instruments de travail, en un mot, les choses de première nécessité indispensables à l'existence d'une famille. Mais il manque à celle-ci un complément, l'abri. La famille doit être logée quelque part ; si elle est expulsée de son foyer et de sa terre, où ira-t-elle échouer ? L'humanité des propriétaires n'est pas encore allée jusqu'à chercher pour leurs habitations libres de semblables épaves. La famille tombera nécessairement à la charge de l'État ou de la charité privée qui ne devraient pas être obligés de pourvoir à des besoins si essentiels. Mais avant d'être remarquée de la masse des miséreux que fera-t-elle du lit, des vêtements, où reprendra-t-elle la force de conquérir une nouvelle situation ? Contre quels dangers ne faudra-t-il pas qu'elle lutte et en sortira-t-elle victorieuse ? Malheureusement, les cas sont trop fréquents où la famille est à jamais détruite. Alors pourquoi lui avoir conservé ses vêtements en les soustrayant à l'action de ses créanciers et avoir oublié dans l'énumération son foyer qui est « son vêtement de pierre », selon l'expression imagée de M. Donnet (1).

On pourra cependant se demander quelle est la nécessité de créer de nouveaux cas d'insaisissabilité dans un pays où le régime dotal permet d'assurer

(1) Conférence faite à Oran, en 1888. Expression rapportée dans LEMIRE. Exposé des motifs, *J. Officiel*, 1894, annexe 848, p. 1174.

plus rigoureusement la protection d'un centre familial. Il nous est facile de répondre à cette objection, d'abord qu'il est des régions où le régime dotal n'est pas pratiqué et, selon toutes apparences, ne le sera jamais ; ensuite, qu'il y a nombre de cas dans lesquels les époux, n'ayant rien au moment de leur mariage, n'ont pas fait de contrat, et se sont, par la suite, créé un foyer digne d'intérêt ; enfin que l'inaliénabilité dotale ne peut protéger que des biens appartenant exclusivement à la femme et apportés par elle.

L'extension du principe d'insaisissabilité à la constitution et à la conservation du bien de famille est donc nécessaire et en l'acceptant que ferait-on, sinon une œuvre de bon sens et d'égalité juridique ?

CHAPITRE II

De la question du bien de famille dans les législations étrangères

Depuis une vingtaine d'années, tous les États de l'Europe s'inquiètent de l'émigration des campagnes vers les villes, de l'instabilité des petits propriétaires ruraux, du morcellement des héritages par les successions, du nombre des saisies immobilières. On a cherché à remédier à ce mal et on a proposé, comme l'un des moyens les plus efficaces à fixer les populations sur le sol, la constitution du « bien de famille ».

Ce patrimoine familial se composerait, suivant les uns, d'une certaine étendue de terre fixée à 50 acres (1) y compris la maison elle-même et ses dépendances ; suivant les autres, de maison et de terre dont la valeur n'excéderait pas ou 5,000 francs ou 10,000 francs. La loi protégerait ce bien de famille de la saisie par les créanciers et de l'hypothèque par le propriétaire en le rendant inaliénable ou du moins en n'autorisant

(1) L'acre, mesure de surface américaine qui vaut 40 ares.

l'aliénation du mari qu'avec le consentement de la femme.

Le développement de cette idée qui, depuis quelque temps, a mûri en France d'une façon prodigieuse, est dû en grande partie aux tendances socialistes (1) de notre démocratie et aux exemples des pays étrangers, principalement des États-Unis.

Dans l'Inde, en Serbie, en Roumanie, en Russie des lois tutélaires protègent la propriété familiale; en Allemagne, en Autriche, en Angleterre, en Belgique, en Italie, en Suisse, etc., des lois connexes ou des projets de loi tendent à la constituer.

Ces lois résultent de l'étude qu'ont faite les peuples de la propriété foncière, des avantages de sa division et des inconvénients de son agglomération; ils ont compris que le seul fait pour les petits cultivateurs de travailler pour leur propre compte, sur leurs terres, double leur énergie, leur force productrice, aussi ils ont modifié leur législation dans le but de rendre la petite propriété accessible aux classes laborieuses, de la démocratiser en un mot.

Lorsqu'il s'agit d'une population agricole comme celle de l'Inde, il ne faut pas s'étonner que ces considérations aient fait impression sur l'esprit du législateur anglais et que la loi du Dekhan du 29 octobre 1879 (*Agriculturist relief Act*) ait tenté de remédier aux maux du paysan hindou (2).

(1) Cf. dans le même sens : SOUCHON, *La propriété paysanne*, avant-propos, p. VII.

(2) *Le homestead*, BUREAU, p. 267 et suivantes.

La ruine du cultivateur hindou provenait surtout, depuis la loi agraire de 1836, de l'intérêt exagéré (24 0/0 en moyenne) pour lequel l'usurier du village consentait à lui faire des avances.

Avant cette loi, les dettes ne pouvaient conduire à l'expropriation finale du débiteur : le propriété appartenait à la « fraternité » vis-à-vis de laquelle le cultivateur n'était qu'un détenteur précaire (tenant at will). Malheureusement, la loi de 1836 est venue modifier pour le dekhan, l'antique organisation des « fraternités agricoles » en rendant le paysan propriétaire réel de la terre.

Cette modification eut les conséquences les plus fâcheuses que, sans doute, ses auteurs n'avaient pas prévues, car la terre appartenant désormais au paysan elle devenait, au même titre que ses autres biens, le gage commun de ses créanciers et ceux-ci ne manquèrent pas de la saisir.

Ces saisies immobilières s'augmentant chaque année alarmèrent le gouvernement anglais, qui chercha, mais sans y réussir, à remédier à cet état de choses. La loi du 29 octobre 1879 a essayé d'améliorer le sort du paysan en prohibant la saisie de certains biens mobiliers et en soumettant les saisies immobilières à des formalités rigoureuses sans pour cela admettre le principe d'insaisissabilité immobilière.

La loi serbe du 24 décembre 1873 (loi sur l'exé-

(1) *Le homestead*, BUREAU, p. 269.

cution des jugements dans les procès civils, section 4 du § 471) s'est inspirée d'une pensée analogue, mais en faisant une application du principe d'insaisissabilité dans tous les cas où le débiteur vivant à la ville ou à la campagne fait de l'agriculture son occupation principale. Ainsi elle exempte de saisie divers instruments agricoles, deux bœufs ou deux chevaux, la nourriture pour la famille et pour le bétail jusqu'à la prochaine récolte, enfin la terre du paysan jusqu'à concurrence de 5 *morgen*, ainsi que la maison et les bâtiments accessoires avec une étendue de terrain d'un morgen à l'entour.

Ces divers biens immobiliers ne peuvent être vendus par le paysan de quelque manière que ce soit, à moins de circonstances extraordinaires à la suite desquelles un emprunt aux caisses publiques seules est permis. Dans le cas de poursuites du prêteur, celui-ci ne peut se payer sur la totalité des biens de son débiteur, une réserve légale existe encore (1).

Plus intéressante, au point de vue économique, est la situation actuelle de la Roumanie. Le 14-26 août 1864, le prince Jean Conza, en supprimant le servage par la grande loi rurale (*lege rurale*) et en élevant au rang des propriétaires fonciers la plupart des serfs qu'il émancipait, crut devoir empêcher les Roumains de s'endetter et de vendre leurs terres à des étrangers.

En vertu des articles 5 et 7 de la loi, la terre con-

(1) *Le homestead*, BUREAU, p. 273.

cédée gratuitement au paysan ne peut, pendant trente ans, être ni aliénée ni hypothéquée, même par ses héritiers, si ce n'est au profit du village lui-même ou d'un autre habitant de ce village. A l'expiration du délai de trente années, la libre aliénation est possible, sauf la réserve d'un droit de préemption au profit du village. Malgré cette conservation de la terre entre les mains de celui qui la cultive, la situation du paysan roumain est plus misérable qu'on ne peut l'imaginer. Le mal doit-il être attribué aux seules dispositions d'insaisissabilité et d'indisponibilité édictées par les articles 7 et 57 de la loi de 1864 ? Non, sans doute, car nous avons un autre élément d'appréciation qui consiste dans « l'abaissement, dans la dégradation morale et dans l'incapacité du paysan roumain » (1). Mais qu'il nous soit permis de dire en passant (car nous reviendrons à ces deux idées d'indisponibilité et d'insaisissabilité lors de la discussion de leur application en France) que l'une et l'autre n'ont pas toujours été un bienfait pour le « propriétaire prolétaire », selon l'expression du docteur Carl Grünberg appliquée au paysan roumain.

Si les gouvernements de l'Inde, de la Serbie et de la Roumanie cherchent avec opiniâtreté une solution au problème qui nous occupe, la Russie surtout, depuis l'ukase célèbre d'émancipation du 19 février 1864, se débat dans des crises économiques qui actuellement se caractérisent par des tragédies sanglantes que nous déplorons.

Depuis cet ukase des mesures furent prises, diverses selon les provinces, mais toutes inspirées du même esprit de protection en faveur de la petite propriété qui a dicté la loi du 11 juin 1891, applicable à l'ancien royaume de Pologne. Suivant cette loi, l'aliénation, le louage ou l'hypothèque d'une terre paysanne (par opposition aux terres domaniales, seigneuriales et ecclésiastiques) ne peut être consenti qu'à un cultivateur. On a voulu ainsi éviter aux populations imprévoyantes le danger du crédit, de l'emprunt et de l'aliénation inconsidérée.

Malheureusement en évitant un péril on est tombé dans un autre, celui qui résulte du manque de crédit nécessaire à féconder le travail agricole et à le faire prospérer.

En dépit de cet écueil, M. Durnowo, ministre de l'intérieur, a pensé qu'il y avait lieu d'étendre encore les mesures restrictives des lois précédentes. Au mois de décembre 1893, il a soumis au Conseil de l'Empire, qui l'a voté, un projet de loi tendant à assurer l'inaliénabilité des terres des paysans. La révolution agricole qui dévaste aujourd'hui les campagnes démontre l'inanité de ces mesures qui, en voulant trop protéger, n'ont rien protégé (1).

On trouve encore des principes de protection du bien patrimonial dans la législation musulmane.

D'après Sidi Khalil, un des plus célèbres commentateurs du droit mahométan les immeubles

(1) *Le homestead*, BUREAU, p. 276 et suivantes.

constitués « habous » (1) sont inaliénables et imprescriptibles. Le fondateur peut se réserver le droit d'en percevoir les fruits pour en faire la répartition à sa volonté. Il peut l'attribuer ensuite soit à sa descendance masculine directe, soit à toute autre personne même morale. Grâce à ces sortes de donations, on est arrivé à éviter le morcellement excessif de la grande propriété et l'immixtion des étrangers dans la communauté familiale.

Sans doute, les lois étrangères que nous venons de passer en revue sont encore loin de la conception du bien de famille telle que nous l'entendons aujourd'hui. Cependant il importait d'en esquisser brièvement les dispositions d'abord pour les enseignements utiles qu'elles fournissent, ensuite parce qu'elles s'inspirent, quoique d'une manière vague et lointaine, de l'idée de la constitution d'une propriété familiale soustraite aux dangers du crédit et de l'emprunt.

Etudions maintenant l'évolution de la propriété familiale dans les nations occidentales. Sont-elles restées insensibles au mouvement qui tendait à la constitution du bien de famille, n'ont-elles pas été contraintes à des dispositions nécessitées par leur état économique et social.

Les États-Unis étaient tout désignés par leur esprit

(1) *Habous* : forme de libéralité que les jurisconsultes musulmans définissent de la façon suivante : « Le habous est la donation de l'usufruit d'une chose pour une durée égale à celle de la chose, la nue propriété demeurant au donateur même éventuellement » (*La grande encyclopédie*, tome XIX, p. 693).

d'initiative et de liberté pour féconder l'idée que nous développons au cours de ce travail et pour mettre sur la voie les grandes nations européennes.

La protection du foyer familial est assurée aux États-Unis par la législation du « *homestead exemption* » (1), qui constitue le type le plus expressif du genre. Nous laissons au jurisconsulte américain Rufus Waples, auteur d'un ouvrage très important sur le homestead, le soin de le définir. « C'est, dit-il, une résidence de famille, impliquant possession, occupation effective, limitation de valeur, exemption de saisie, aliénabilité restreinte, le tout conformément à la loi » (2).

(1) Il existe dans le droit américain une seconde sorte de homestead, le *homestead law*, « qui donne à tout Américain majeur ou à toute personne ayant déclaré, conformément à la loi, son intention de devenir citoyen des États-Unis, le droit d'occuper gratuitement 160 acres de terre ou seulement 80 acres et qui lui en confère la pleine propriété après cinq ans de résidence s'il a cultivé, en partie au moins, cette terre ».

Le homestead, BUREAU (voir préface de M. Levasseur, p. 7). Nous citons ce homestead de colonisation à titre de simple renseignement, car il n'a aucun rapport avec le *homestead exemption* qui nous occupe et d'où découle la protection du foyer de famille.

(2) Homestead is a family residence owned, occupied, dedicated, limited, exempted and restrained in alienability, as the statute prescribes. *A treatise on homestead and exemption*). Chicago, 1893.

Voyez *Le homestead*, BUREAU, p. 11 et suiv.

Les économistes européens entendent par l'institution du homestead l'ensemble des dispositions légales qui, aux États-Unis tout spécialement, exemptent de la saisie pour dettes la propriété immobilière sur laquelle une famille a son habitation

Introduit d'abord au Texas, pays indépendant, le privilège d'insaisissabilité du foyer, *homestead exemption*, s'étendit ensuite dans la plupart des différents États de l'Union qui ont chacun leur législation particulière. Dans certains, une déclaration préalable doit être faite devant un officier public, le « recorder » du comté, pour en opérer la constitution ; dans d'autres, la publicité de l'occupation suffit.

L'étendue et la valeur du bien familial varient aussi suivant les États, le maximum en valeur peut s'élever jusqu'à 25,500 francs, par exemple en Californie ; la limite maxima en étendue peut être de 240 acres comme dans le Mississipi.

Les effets juridiques de cette institution sont doubles.

Le mari ne peut disposer de l'immeuble, rendu insaisissable, par vente, donation ou engagement hypothécaire qu'avec le consentement de sa femme donné librement et par écrit. Le bien ne peut être saisi par les créanciers, à part quelques exceptions au profit de personnes privilégiées comme le vendeur d'immeubles, les entrepreneurs et ouvriers employés à l'amélioration du fonds, l'État pour le paiement des impôts.

Enfin le homestead s'éteint par la mort du chef de famille, de la veuve ou à la cessation de la minorité

et qui exigent, pour l'aliénation ou l'hypothèque de cette propriété, le consentement de la femme (*Dictionnaire d'économie politique*, LÉON SAY et CHAILLEY-BERT, v° *Homestead*, p. 1130).

des enfants et encore par la constitution d'une hypothèque, par la renonciation au privilège de l'insaisissabilité, par la vente.

C'est de cette législation, que nous qualifierons de type, que l'Allemagne, la Belgique et la France devaient s'inspirer, souvent de très loin, dans leurs lois récentes ou projets de loi, pour la constitution d'un bien de famille.

En Italie, M. Pandolfi déposa, au cours de la législature de 1894, un projet de loi relatif à la constitution du bien de famille ou *masseria*, protégé par l'insaisissabilité et transmissible intégralement et indivisément ; mais nous ne nous arrêterons pas à cette proposition qui n'a reçu jusqu'ici aucune sanction gouvernementale, malgré les espérances qu'en attendait son auteur en affirmant qu'elle était nécessaire pour « créer une démocratie forte et vraie » (1).

Avant d'aborder l'exposé de la théorie de l'*heimstätte* allemand, dernière idée émise dans ce pays sur la constitution du bien de famille, qu'il nous soit permis de remonter un peu en arrière et d'indiquer quelle était la législation primitive.

Dans l'ancien droit allemand, si varié par suite du nombre des États, nous retrouvons des règles communes qui fixent la constitution, l'organisation et surtout la dévolution successorale des biens. Ainsi en Prusse, dans le Hanovre, en Bavière, en Saxe, depuis un temps immémorial, le domaine foncier du

(1) *Le homestead*, BUREAU, p. 285.

défunt, le *hof*, passe à un seul de ses descendants, l'*anerbe*. Celui-ci, héritier privilégié, a droit, au décès de son auteur, à un préciput qui est ordinairement d'un tiers des biens et concourt avec ses cohéritiers dans les deux autres tiers pour sa part virile. L'« *anerbenrecht* » s'exerce sur le domaine principal et, dans le cas où les valeurs cumulées du préciput et de la part héréditaire de l'*anerbe* excèdent ses droits, il doit une soulte à ses copartageants. C'est donc le principe de la transmission intégrale, qui était admis au début, de là au droit de l'*homestead* (*heimstættrecht*) il n'y avait qu'un pas. Rejeter ce droit, c'était manquer de logique, car lorsqu'on a préservé les petits patrimoines immobiliers contre une des deux grandes causes « de leur pulvérisation et de leur désintégration » (1), il fallait les soustraire à la saisie, ce mal plus redoutable encore.

En 1883, le comte de Bismarck saisissait la chambre des députés prussienne d'une proposition relative au *homestead*.

M. Schneider, juge provincial à Cassel, et M. de Riepenhausen présentèrent, dix ans plus tard, deux projets très étudiés sur le régime du bien de famille. M. de Riepenhausen sut grouper autour de lui un grand nombre de partisans, qui proposèrent, depuis l'année 1894, son idée à chaque législature. Lors de la discussion du budget de la justice, en février 1904, on a réclamé le vote d'une résolution invitant les

(1) *Le homestead*, BUREAU, p. 304.

gouvernements confédérés de l'Empire à déposer, dans la prochaine session du Reichstag, un projet de loi sur les biens de famille (1).

Après une longue discussion, la résolution a été votée. Le projet présenté au Reichstag autorise tout sujet allemand, âgé de 24 ans accomplis, à constituer un heimstøtte par la seule formalité de l'inscription sur un registre spécial, le heimstøttenbuch. La propriété ainsi transformée en heimstøtte ne peut être grevée que pour la moitié de sa valeur, et ces dettes ne peuvent être que des rentes ou des annuités qui pourraient s'éteindre par amortissement, grâce à l'institution des *Rentenbanken* (2).

La constitution du heimstøtte présume, bien entendu, la conversion des hypothèques et des dettes chirographaires existantes en rentes amortissables ou en annuités.

En Autriche, une commission extra-parlementaire étudiant la question du homestead a préparé un projet de loi qui présente une certaine analogie avec le texte élaboré par M. de Riepenhausen.

L'Angleterre, dans deux lois successives, a réglé des questions du même genre : celle de 1887, la loi « Jesse Collings » avait pour but de multiplier les « allotments » (3), c'est-à-dire des lopins de terre d'un acre concédés à l'ouvrier par l'autorité municipale

(1) Exposé des motifs, projet Ruau, p. 4.

(2) Sur les *Rentenbanken allemand*, DUBARLE, code d'organisation judiciaire, t. II, p. 10.

(3) *La propriété paysanne*, SOUCHON, p. 151 et suiv.

moyennant un fermage perpétuel (quit rent) et où le concessionnaire peut, à ses heures de chômage, s'occuper et se récréer ; celle de 1892 favorise la formation et la conservation des petits domaines agricoles « *smoll holdings* » (1). Le *smoll holding*, ce n'est pas la concession fort précaire d'un petit lopin de terre, c'est l'acquisition à titre de propriétaire d'un domaine qui peut aller jusqu'à 50 acres et qui peut être supérieur si le revenu n'excède pas 50 livres sterling. Le paiement de cette terre est organisé dans des conditions de facilité qui sont le trait essentiel de la loi. Les acheteurs verseront, au moment de l'acquisition, le cinquième du prix d'achat, le reste sera réparti en paiements semestriels étagés sur une période de 50 ans.

L'*allotments act* améliore la condition du prolétaire, le *smoll holdings act* crée des propriétaires moyens qui ne vivent que de culture.

Le Danemark, par ses lois des 26 mars 1898 et 24 mars 1899 (1), désire faciliter à l'ouvrier l'acquisition d'une propriété rurale, ce à quoi tend aussi la Suède, par sa loi du 7 mai 1904, destinée à empêcher l'exode des travailleurs en Amérique (2). La Belgique et la Suisse, ne voulant pas rester indifférentes à cette évolution, se préoccupent de compléter leur législation dans le sens de mieux assurer la conservation des

(1) *La propriété paysanne*, SOUCHON, p. 158 et suiv.

(1 et 2) Exposé des motifs, projet Ruau, p. 7 et 9.

petites propriétés, l'une par la diminution de charges fiscales, l'autre par la transmission intégrale et l'indivision du bien de famille.

Tel est l'état de la question dans les législations étrangères. Toutes, quoique partant de principes différents, n'ont qu'un but : la protection de la petite propriété, et si les résultats ne sont pas aussi satisfaisants qu'on pouvait les attendre, il ne faut cependant pas qu'ils diminuent l'ardeur des volontés attachées à la grande cause du prolétariat agricole.

CHAPITRE III

État de la question dans la législation française antérieurement au projet de loi de M. Ruau

La constitution du bien de famille insaisissable se présente en France comme une mesure d'assistance et de prévoyance sociales. Son but est tout d'abord de protéger la petite propriété en empêchant la destruction du bien patrimonial du vivant du père de famille et en assurant sa conservation après la mort de ce dernier. Son effet est de retenir l'homme sur le sol en lui imposant en quelque sorte un foyer sédentaire et d'obvier à l'émigration toujours croissante de la population des campagnes vers les villes, où les nouveaux venus ne trouvent d'ordinaire que les déceptions, la misère, et beaucoup la maladie.

Sa nécessité résulte de la crise agricole qui depuis 29 ans environ (1876) agite notre pays et dont les causes multiples proviennent principalement de la saisie immobilière et des ventes judiciaires d'immeubles, du régime hypothécaire, enfin des effets du partage et de la licitation (1).

(1) Au point de vue économique, M. Zolla indique comme les véritables causes de la crise agricole : Le développement de la production dans le monde et la transformation des moyens de

Ainsi le nombre des ventes sur saisies immobilières, qui s'était élevé à 6.370 en 1878, monte à 9.014 en 1884, en 1885 il passe à 9.575, en 1886 à 11.498, à 13.320 en 1887 et cette augmentation énorme de plus de *cent dix pour cent* en dix années porte presque exclusivement sur les ventes inférieures à deux mille francs (1).

Les statistiques pour les années 1888 et 1889 montrent que la progression ne s'est point arrêtée puisque le chiffre des saisies immobilières pendant ces deux années s'est élevé à 13.944 et à 14.278 (2). Cette proportion exagérée diminue cependant de 1891 à 1895, où la moyenne est de 9.830, et de 1896 à 1900 où on en compte encore 7.530. Si l'on tient état, comme on le doit faire, du nombre des saisies immobilières converties en ventes volontaires, qui passe de 775, année moyenne pendant la période de 1876-1880, à 1.912 pour l'année 1888, à 2.778 pour l'année 1889, à 1.908 pour la moyenne de 1891-1895 et à 1.477 pour celle de 1896-1900, on peut juger de la marche

transport qui ont provoqué la baisse des prix des denrées agricoles. Il préconise comme remède « l'association libre des efforts individuels et l'application de plus en plus féconde de la science et des recherches expérimentales d'ordre technique, commercial ou financier ».

Voir ZOLLA, *La crise agricole*, p. 23.

(1) *Bulletin du ministère des finances*, 1886, t. II, p. 475, et *Compte-rendu de la justice civile*, pour 1887.

(2) *Compte-rendu général de l'administration de la justice civile et commerciale en France*, année 1888, p. xiv, et le même pour l'année 1889 et 1900, p. xxiv.

de l'évolution et de l'état critique de la propriété foncière. Ces chiffres, qui s'appliquent à la France entière, n'indiquent évidemment qu'une moyenne : si maintenant nous considérons quelques départements isolément, le spectacle est plus effrayant encore ; ainsi, dans le Pas-de-Calais le nombre des saisies immobilières s'élève, en quatre années, de 171 à 288 et, pendant la même période, il passe dans l'arrondissement de Boulogne de 14 à 46 (1).

Nous savons aussi dans quelle proportion démesurée se trouvaient grevées les petites ventes. Avant la loi de 1884, lorsque le prix d'adjudication ne dépassait pas 500 francs, la moyenne des frais s'élevait à 151 pour 100, et pour les ventes judiciaires de 1.000 francs, à 57,29 %. La loi de 1884 est intervenue, une action en restitution a été instituée quand le prix d'adjudication ne dépasse pas 2.000 francs. Certaines formalités, en outre, ont été simplifiées.

Cette loi, si bonne en soi, n'a pas donné les résultats qu'on devait en attendre. Le ministre de la justice en a fait la constatation en 1899. « Quant aux ventes de 500 francs et moins, dit-il, l'espérance de voir un jour les frais qui leur incombent descendre au-dessous du prix d'adjudication ne paraît pas devoir se réaliser ». En effet, en 1898, la moyenne des frais, dans certains ressorts, était encore de 150 %. L'élévation du chiffre des frais dans les petites ventes doit être attribuée au

(1) *Réforme sociale*, 1887, p. 342.

défaut de proportion des formalités avec l'importance des biens, la longueur des désignations dans un pays très morcelé et enfin la multiplicité des incidents. Par une circulaire en date du 29 décembre 1899, le garde des sceaux instituait un contrôle des états de frais. Mais le 26 janvier 1903, M. le garde des sceaux écrivait dans son rapport : « l'exécution des mesures de vérification prescrites par la circulaire de la chancellerie du 29 décembre 1899 a produit des résultats statistiques insuffisants. Elle a démontré la nécessité de procéder d'urgence à une révision complète de cette partie de la procédure civile ». Vous connaissez toutes les formalités de la saisie immobilière, l'énormité des frais, les lenteurs de l'expropriation. Il est certain qu'une réforme s'impose et qu'elle aurait une répercussion immédiate sur les petites propriétés, elle leur donnerait certainement une plus-value, elle relèverait le crédit des petits propriétaires.

En voulant protéger la propriété foncière contre l'expropriation, le législateur a mis la petite propriété dans une situation inférieure. Ceux qui sont atteints sont les petits cultivateurs, les ouvriers agricoles ; expropriés, ils quittent le pays et vont du village à la ville.

« Encore, comme le dit M. Saleilles, l'éminent professeur à la Faculté de droit de Paris (1), si satisfaction était donnée aux créanciers ! Mais la saisie appliquée à quelques lopins de terre ne profite qu'au

(1) Conférence rapportée dans le *Bulletin des amis de l'Université de Dijon*, 1895-96, t. III, p. 26.

fisc, puisque les frais en absorbent à peu près tout le bénéfice, et cependant ces saisies sans profit s'en vont grossir la masse de ce prolétariat rural où la famille n'a plus d'abri à elle et où s'entretient, avec la misère, la haine de tout ce qui existe ».

Mais l'expropriation a souvent sa cause dans l'hypothèque, autre conséquence de la désagrégation de la propriété. L'emprunt gagé par les immeubles ne deviendra accessible aux cultivateurs qu'après une refonte complète de notre mécanisme hypothécaire. Il est certain que notre régime actuel est trop onéreux pour les petits emprunteurs et surtout trop formaliste. Il y aurait lieu de simplifier l'appareil des inscriptions, transcription, signification et de réduire le coût des droits d'enregistrement, des honoraires des notaires, des frais de radiation, de main-levée, etc. Tous ces frais, qui frappent le propriétaire gêné, apportent une moins-value à son patrimoine, ils en sont la ruine à longue échéance par opposition au partage et à la licitation qui en deviennent la perte immédiate.

Le Code civil, en permettant le morcellement excessif de la propriété, ne laisse aux mains des copartageants, suivant une expression énergique, « qu'une poussière de propriété ». Emportée par le vent de l'aliénation, elle va grossir le terrage des gros agriculteurs et jeter son maître dans la grande famille du prolétariat urbain.

Dans certaines parties de la France, des propriétaires vont jusqu'à abandonner gratuitement leurs terres dans le seul but de se décharger du paiement

de l'impôt ; dans d'autres, comme dans le Tarn-et-Garonne, nous voyons le Conseil général s'inquiéter de la quantité toujours croissante de domaines que le Crédit foncier acquiert dans ce département (1).

A côté de ces multiples considérations, dues au fait de nos lois, viennent s'ajouter d'autres plaies, résultant de notre situation économique et de nos mœurs, dont les effets sont déplorables pour l'agriculture. « Depuis trente ans, les perfectionnements et les modifications des instruments de travail, les déplacements de l'industrie, les facilités des moyens de communication, le fonctionnarisme, la centralisation administrative, le service militaire obligatoire font venir dans les centres populeux une foule de jeunes gens à la recherche d'une vie plus facile, plus large, moins monotone « *o fortunatos nimium* » et d'un salaire plus rémunérateur.

« La plupart ignorent, ou ne veulent pas comprendre, que la vie des grandes villes est une vie à part, souvent difficile, toujours mouvementée, et qu'elle exige des qualités spéciales d'endurance, d'ingéniosité et de savoir-faire. Dans les grandes villes, il n'y a place que pour les gens exceptionnellement doués de tous les milieux sociaux, qui savent faire face aux difficultés et se tirer habilement d'affaire.

« Parmi ces immigrants, la plupart sont suffisamment robustes pour s'acclimater, quelques-uns sont assez adroits ou assez heureux pour faire fortune,

(1) *Réforme sociale*, 1892, t. I, p. 383.

mais les autres deviennent, après un séjour plus ou moins long, une proie facile pour les maladies spéciales aux agglomérations urbaines et en particulier pour la tuberculose » (1).

Ainsi le recensement de 1891 constate que plusieurs départements ruraux ont vu s'abaisser le nombre de leurs habitants, tandis que les départements qui renferment des grandes villes ont vu celles-ci progresser (2). La population agricole qui, en France, représentait en 1851 57 %, en 1876 53 % de la population totale, ne représente plus que 50 % en 1881, 47,82 % en 1886 et 46 en 1896 (3).

Si cet abandon de la terre devait durer et s'accroître, la France verrait son agriculture dépérir et nous arriverions bien vite à l'état de l'Angleterre, où depuis longtemps l'industrie a dévoré l'agriculture.

L'effort législatif doit donc porter sur le retour à la terre qui n'est pas seulement désirable, mais qui est nécessaire et qui s'impose encore comme une conséquence inéluctable de la situation économique du monde.

La lutte industrielle a entraîné aveuglement les nations européennes et les a poussées à développer outre mesure leurs moyens de production, dans l'espoir d'écraser leurs concurrents par le bon marché des

(1) Exposé des motifs du projet Ruau, p. 13.

(2) *Economiste français*, 9 septembre 1893, p. 324. La dépopulation des campagnes, par Georges MICHEL.

(3) *Résultats statistiques du recensement de 1901 des industries et professions*, 1901, t. IV.

produits. L'*Office international d'Anvers*, qui dresse chaque année le bilan commercial du monde entier, nous apprend que l'exportation totale du monde, qui s'élevait déjà en 1897 au chiffre respectable de 46 milliards, avait atteint en 1902 celui de 56 milliards, soit une augmentation moyenne de 2 milliards par an, ce qui est déjà énorme.

Mais voici qui est plus extraordinaire encore : de 1902 à 1903, c'est-à-dire en une seule année, l'exportation mondiale, faisant un bond prodigieux, a passé de 56 milliards à 60 milliards, soit une augmentation double de celle de la période précédente.

Peut-on soutenir sérieusement que, dans ce court intervalle, la consommation normale du monde a augmenté dans les mêmes proportions. Ce qui prouve le contraire, c'est le malaise général de tous les marchés du monde qui sont hors d'état de digérer une pareille masse de produits. C'est en vain que les malheureux fabricants vendent à perte pour décider la clientèle : une partie de la production reste invendue et vient constituer ces stocks permanents, cause première des crises douloureuses au milieu desquelles se débattent si péniblement tant d'industries.

M. Jules Méline, dans son livre *Le retour à la terre et la surproduction industrielle* (1), estime que cette situation ne peut prendre fin qu'à une condition, c'est que la grande industrie reconnaisse la faute

(1) Edité par la maison Hachette, 1905.

qu'elle a commise et qu'elle s'assagisse en ralentissant la production et en la réglant désormais sur les besoins de la consommation. Si elle le fait, on verra certainement la fin de la crise industrielle ; seulement, on se trouvera en face d'une autre question, une question plus embarrassante encore et surtout plus redoutable. Que va-t-on faire des nombreux ouvriers que la diminution de la production laissera sans travail ? Comment leur procurer les moyens de gagner leur vie et celle de leur famille ? « Que vont devenir, s'écrie M. Méline, tous ces bras, toutes ces intelligences qui trouvent aujourd'hui l'emploi de leur activité dans l'industrie et qui voient se tarir tous les jours les anciennes sources de travail qui les faisaient vivre ? » (1). A cette question l'ancien ministre de l'agriculture répond sans hésiter : « Il ne reste plus qu'un seul champ d'action et d'expansion capable d'absorber toutes les forces sans emploi et celui-là a l'avantage d'être inépuisable, au moins pour des siècles ; c'est la terre, la terre nourricière de l'humanité, féconde et éternelle mère de toutes les industries qui ne feront, en lui revenant, que rentrer dans le sein d'où elles sont sorties, la terre qui a des consolations pour toutes les misères et qui ne laisse jamais mourir de faim ceux qui l'aiment et qui se confient à elle.... ».

La solution de ce grave problème est donc le retour

(1) *Le retour à la terre et la surproduction industrielle*, Jules MÉLINE, 1905, passim.

à la terre, mais à une terre protégée contre les éventualités malheureuses qui guettent à chaque pas le propriétaire. Pour faire aimer la terre de tout le monde, il faut que celle-ci soit susceptible d'une affection durable, fortifiée par une possession au moins égale à la durée de l'association familiale qui la détient. La protection du bien de famille s'impose donc au point de vue économique et social et depuis longtemps déjà nos parlementaires en ont reconnu l'importante nécessité sans pour cela précipiter leur œuvre.

En 1897, dans le mémorable débat auquel a donné lieu l'interpellation de M. Jaurès sur la crise agricole, M. Deschanel, ancien président de la Chambre des députés, s'exprimait en ces termes (1) : « Si les toutes petites côtes, les côtes minuscules ne tiennent pas beaucoup de place sur la carte, elles en tiennent une très grande dans notre état économique et social. La force productrice de tous ces petits propriétaires est doublée par ce seul fait qu'ils travaillent pour leur compte et sur leur terre ».

M. Deville, répondant à M. Deschanel au nom du groupe socialiste et partant de doctrines opposées, arrivait néanmoins à des conclusions identiques et tout à fait favorables à la petite propriété : « Toutes les réformes qui aboutiront à ce résultat de protéger réellement la petite propriété, d'alléger ses charges, de la rendre apte à assurer à elle seule la vie de famille

(1) *Journal officiel*, 1897, annexes, Débats de la Chambre des députés, p. 1936.

qui la fait valoir, toutes ces réformes, si minimes qu'elles soient et quels qu'en soient les promoteurs, nous compteront au nombre de leurs partisans ».

Et dans le cours de ses développements, l'orateur avait indiqué ce qu'il entend par la petite propriété et ce qui distingue celle-ci de la propriété capitaliste.

« La petite propriété, c'est celle qui n'échappe point à l'action de la famille qui la possède, qui comporte toujours cette action effective et immédiate et qui n'est pas encore une propriété véritablement capitaliste, c'est-à-dire tirant sa valeur de l'exploitation du travail des autres ; le seul but qu'il lui soit possible d'atteindre est l'entretien plus ou moins confortable de la famille, et non une multiplication de moyens d'exploitation, une accumulation de capitaux ».

Voilà donc indiquée nettement comme respectable en elle-même la petite propriété, celle que nous appelons bien de famille ; celle qui est exploitée par la famille et pour elle qui est, par usage et par destination, vouée à son service.

De toutes les controverses entre économistes parlementaires, à quelque parti politique qu'ils appartiennent, il y a donc un terrain d'entente, une sorte de patrimoine humain que tous s'accordent à proclamer légitime, intangible et sacré ; c'est le bien de famille. Sous cette forme, la propriété individuelle échappe à la critique destructive : sous cette forme, il importe de la conserver et de la propager. L'orga-

nisation du homestead (1) s'impose donc et le législateur français a bien compris sa nécessité, mais le devançant dans cette voie, nous voyons les économistes et les agriculteurs de France s'emparer de cette idée.

En 1886, la Société des agriculteurs du Nord répandait une pétition adressée au Parlement et réclamant des mesures de protection et de conservation de la petite propriété. La pétition était rédigée par M. Jules Fourdinier, elle fut discutée et adoptée par plusieurs autres sociétés savantes (2). La Société des agriculteurs de France, pour ne pas rester en arrière sur les sociétés régionales, reprenait le vœu en 1888 et demandait formellement l'introduction chez nous d'exemptions de saisies analogues au homestead américain.

Depuis, les sociétés et syndicats agricoles n'ont cessé de s'occuper de la question, et pour ne parler que de la Bourgogne, dans une assemblée générale de l'Union des syndicats agricoles de Bourgogne et de Franche-Comté, un vœu fut émis en 1894 pour s'associer aux efforts faits dans le sens de la protection de la petite propriété rurale et pour engager le Parlement à reprendre la question et à s'en occuper activement.

(1) *Homestead*, pris ici dans son sens primitif de bien de famille, nous l'emploierons souvent ainsi au cours de cette étude.

(2) Le texte et les rapports ont été reproduits dans le 2^e fascicule de *L'enquête sur l'état des familles et l'application des lois de succession*, publiée par les *Unions de la Paix sociale*, année 1889.

Dans la doctrine, cette théorie de l'insaisissabilité du bien de famille fut examinée, déjà, dès 1878, par M. Pierre Joliot dans un rapport qui fut inséré au bulletin de la Société de législation comparée. Mais le livre qui la lança définitivement dans le monde des économistes fut l'ouvrage considérable de M. Rudolf Meyer : *Heimstätten und andere Wirthschafts gesetze*, publié à Berlin chez Hermann-Bahr en 1883. — La question fut aussitôt reprise et étudiée en France par l'école de Le Play et par la Société d'économie sociale. Elle a donné lieu à un grand nombre de travaux insérés dans la *Réforme sociale* et dans les publications des *Unions de la Paix sociale*.

Il est intéressant de relater ici quelques plaidoyers des avocats de cette grande cause : « Est-il rien de plus propre, s'écriait M. Vidal, à Toulouse (1), à attacher au sol l'ouvrier agricole que de mettre son foyer et les quelques arpents de terre qui l'entourent, à l'abri d'une dépossession forcée ? Ces quelques arpents de terre, il sera d'autant plus encouragé à les féconder de ses sueurs qu'il sera assuré d'en pouvoir jouir toute sa vie et d'en transmettre la jouissance à sa femme et à ses enfants ». M. Robert de Sizeranne écrivait à son tour : « Le socialisme, c'est : le tout à l'État ! Le homestead, c'est le : quelque chose à l'individu ! Le socialisme, c'est tout le monde pro-

(1) *Institution du homestead*, lecture faite à l'Académie de législation de Toulouse par M. Saturnin Vidal (Toulouse 1888, et aussi dans le *Recueil de l'Académie de législation de Toulouse*, 1887-88, p. 63).

létaire ; le homestead, c'est beaucoup de gens propriétaires. C'est non pas la seule, mais une des lois bien-faisantes et sagement protectrices qui pourraient consolider la barrière que la petite propriété oppose à la Révolution » (1).

Sans passer sous silence la part considérable prise dans ce mouvement par les éminents économistes MM. Claudio Jannet, Levasseur et Léon Donnat, nous dirons que le problème « *du homestead ou de l'insaisissabilité de la petite propriété foncière* » fut mis au concours par l'Institut et que le mémoire de M. Paul Bureau sur cette question fut couronné par l'Académie des sciences morales et politiques. Le prix Rossi, pour l'année 1894, lui fut décerné pour son remarquable ouvrage.

Au cours de l'année législative de 1894, plusieurs membres du Parlement, MM. Lemire et Lévêillé notamment, puis sous les autres législatures, MM. Morillot-Vacher, Louis Martin et Paul Lebaudy, proposèrent d'introduire dans notre législation le régime américain du *Homestead*. « La constitution d'un bien de famille insaisissable est l'idée maîtresse autour de laquelle viennent graviter ces différentes propositions dont le but est de protéger contre la saisie et la vente en justice la maison d'habitation familiale ou le petit domaine patrimonial » (2). La

(1) *Le bien de famille insaisissable*, part Robert de SIZERANNE, brochure de 15 pages (Paris, 1894, éditeurs Armand Colin et C^{ie}).

(2) Exposé des motifs du projet Ruau, p. 11.

chambre a pris en considération tous ces projets et la commission d'agriculture, à l'examen de laquelle ils ont été soumis, en a adopté le principe.

Sur la demande du président de cette commission, le garde des sceaux (1) invita les premiers présidents des Cours d'appel à délibérer en assemblée générale, par application de l'ordonnance du 18 avril 1841, sur le texte et l'exposé des motifs du projet du Ministre de l'agriculture. A la suite de cette enquête, le Conseil d'État entendu, le 31 janvier dernier, M. Ruau, ministre de l'agriculture, déposait sur le bureau de la Chambre un projet de loi sur la « *Constitution et la conservation du bien de famille insaisissable* ».

Avant d'en étudier et d'en discuter les différentes dispositions, tant au point de vue de leurs effets probables que de l'intérêt qu'elles comportent, qu'il nous soit permis de jeter un coup d'œil rétrospectif.

L'institution du bien familial sera-t-elle une création du droit moderne ?

« Dans le vieux droit français, fait observer avec raison l'exposé des motifs du projet de loi, l'héritage représentait le bien de famille. On retrouve des usages analogues dans nos anciennes coutumes. Le homestead, simple reconstitution du passé, n'aurait donc de vraiment américain que le nom » (2).

(1) L'ensemble des rapports des Cours d'appel a été défavorable au projet. — En sens contraire : Paris, Rennes. — A titre d'essai : Besançon.

(2) Exposé des motifs du projet Ruau, p. 11.

En nous plaçant à l'époque du moyen-âge, sans remonter aux civilisations anciennes dont les effets sociaux sont identiques, la possession de la terre se trouvait assurée au cultivateur. Que ce soit la conséquence du régime de la communauté primitive ou des théories féodales du domaine éminent, il n'y avait, certes, dans cette organisation, aucune préoccupation démocratique. Il s'agissait uniquement pour le seigneur de son intérêt personnel dont la rémunération consistait, aux dépens de la liberté individuelle du paysan, dans une concession de terre inaliénable et au début intransmissible.

Mais il est un principe en histoire et en sociologie que, pour juger les institutions, il ne faut pas s'attacher aux intentions qui les ont inspirées, mais aux résultats qu'elles ont donnés.

Or, si l'on se place à ce point de vue, on constate dans tout le cours de l'histoire que l'homme a toujours pu trouver dans les institutions sociales de son époque un abri contre les risques du sort ; et l'on arrive à penser que c'est une loi primordiale pour les sociétés d'offrir à ses membres une garantie suprême contre les accidents de fortune : ce n'est pas seulement une question de justice, c'est encore une condition de progrès, puisqu'à cette condition seulement l'individu peut avoir le courage de risquer quelque chose.

Les entraves à la liberté ont disparu, mais faut-il que ces avantages soient acquis au détriment de la sécurité de l'individu ? Ne doit-on pas chercher un régime qui puisse assurer en sûreté au cultivateur le

moyen de gagner sa vie par son travail et sa bonne volonté ?

L'individualisme moderne, source de tant de richesses et de prospérité pour les uns, ne pourrait-il pas être combiné aujourd'hui avec une organisation familiale, capable de mettre tout travailleur en rapport avec le progrès et les conditions égalitaires de la vie moderne ?

Le homestead est chargé de créer dans la démocratie cet établissement familial et individuel, cette forteresse dont parlent les Américains « *The home is a castle* », qui doit remplacer ce qu'était la corporation obligatoire dans les régimes plus ou moins communistes ou la protection seigneuriale dans les régimes aristocratiques.

CHAPITRE IV

Du bien de famille selon le projet de loi de M. Ruau

Au début de l'étude et de la discussion du projet Ruau, nous indiquerons brièvement dans leurs grandes lignes les principes qui caractérisent les différentes propositions antérieures, nées à l'occasion de la constitution du bien de famille.

M. Léveillé, par son projet en date du 16 juin 1894, demande l'introduction en France du homestead, dont le double résultat serait « la diffusion et la conservation de la petite propriété. » Dégageant la question d'insaisissabilité de celle autrement complexe de la transmission intégrale, il consacre la prohibition de l'hypothèque et de toute renonciation au homestead (1).

L'année 1894 devait être féconde en idées semblables.

(1) *Journal officiel*, 1894, Documents parlementaires, n° 717, p. 939.

Le 18 juillet, M. l'abbé Lemire indiquait dans un projet, précédé d'un exposé des motifs des plus complets et des plus intéressants, que « le meilleur moyen d'enrayer le prolétariat et avec lui la plupart des misères physiques et morales dont il est la cause est de faciliter à tous, aux plus humbles et aux plus deshérités surtout, l'acquisition de la petite propriété immobilière » (1).

Cette proposition a ceci de caractéristique, c'est de traiter en même temps que l'insaisissabilité du bien de famille, de sa transmission héréditaire et d'en organiser dans une mesure la transmission intégrale. C'est donc une combinaison de l'institution de l'anerbenrecht, auquel s'adjoit le principe de l'homestead.

En 1898, M. Vacher, précédé de quelques mois par le projet de M. Morillot qui tendait au-même but, demande la modification de l'art. 2093 du Code civil par la constitution d'un bien de famille insaisissable (2).

La question du homestead fut reprise en 1902 par M. Louis Martin (3) et en 1903 par M. Paul Lebaudy (4). Leurs propositions renouvellent l'idée de M. Lévêillé en réclamant l'insaisissabilité pour la constitution et la conservation de la petite propriété familiale.

(1) *Journal officiel*, 1894, Documents parlementaires, n° 848, p. 1173.

(2) *Ibid.*, 1898, annexe 465, p. 360.

(3) *Ibid.*, 1902, annexe 544, p. 1071.

(4) *Ibid.*, 1903, annexe 653, p. 47.

L'idée, abandonnée momentanément en 1904, devait reparaitre, au début de 1905, dans le projet très développé, présenté par M. Ruau, ministre de l'agriculture, et dont les diverses dispositions forment le complément, la continuation de l'œuvre entreprise par la loi du 30 novembre 1894, sur les habitations à bon marché.

Projet de loi sur la constitution et la conservation du bien de famille insaisissable, présenté au nom de M. Émile Loubet, président de la République Française, par M. Joseph Ruau, ministre de l'agriculture.

TITRE PREMIER

Constitution du bien.

ARTICLE PREMIER

Peut être constitué bien de famille insaisissable, tout immeuble d'une valeur de 8.000 francs au plus, consistant, soit exclusivement dans la maison habitée par la famille, soit à la fois dans la maison et dans les terres attenantes ou simplement voisines.

ART. 2

La constitution est faite :

Par le mari sur ses biens personnels, sur ceux de la communauté, ou, avec le consentement de la femme, sur les biens qui appartiennent à celle-ci et dont il a l'administration ;

Par la femme, sans autorisation du mari ou de justice, sur les biens dont l'administration lui a été réservée ;

Par le survivant des époux, s'il existe des enfants mineurs, sur ses biens personnels ;

Par l'aïeul ou l'aïeule, suivant les distinctions ci-dessus, qui recueille ses petits-enfants, orphelins de père et de mère ou moralement abandonnés ;

Par le père ou la mère, sans descendant légitime, d'un enfant naturel reconnu ou d'un enfant adoptif.

ART. 3

Le bien de famille ne peut être établi que sur un immeuble non indivis.

Il ne peut en être constitué plus d'un par famille.

Toutefois, lorsque la maison d'habitation déjà placée sous ce régime est d'une valeur inférieure au maximum fixé à l'art. 1^{er}, le bien peut être porté à cette valeur au moyen d'amélioration ou d'acquisition de terres situées à proximité. Les acquisitions sont soumises aux mêmes conditions et formalités que la fondation.

Le régime résultant de la présente loi cesse d'être applicable sitôt que l'immeuble acquiert une plus-value élevant sa valeur au-delà de 12.000 francs. Quand cette valeur est dépassée, le maintien du bénéfice de la constitution en bien de famille est subordonné à une réduction correspondante de l'immeuble.

ART. 4

La constitution du bien ne peut porter sur un immeuble grevé d'un privilège ou d'une hypothèque, soit conventionnelle, soit judiciaire, lorsque les créanciers ont pris inscription antérieurement à l'acte constitutif, ou, au plus tard, dans le délai fixé à l'art. 6 ci-après.

Les hypothèques légales, même inscrites avant l'expiration de ce délai, ne font pas obstacle à la constitution et conservent tous leurs effets.

Celles qui prendraient naissance postérieurement pourront être valablement inscrites, mais l'exercice des droits de poursuite qu'elles confèrent sera suspendu jusqu'à la désaffectation du bien.

Dans le même délai fixé à l'art. 6, les créanciers chirographaires sont admis à former opposition à la constitution.

ART. 5

L'acte de constitution est reçu par un notaire en l'étude duquel sont formées les oppositions.

ART. 6

Cet acte contient la désignation de l'immeuble, l'estimation de sa valeur et les nom, prénoms, profession et domicile du constituant.

Il est affiché pendant deux mois par extrait sommaire et au moyen de placards manuscrits apposés sans procès-verbal d'huissier dans l'auditoire de la justice de paix et à la mairie de la commune où les biens sont situés.

Un avis est, en outre, inséré par deux fois, à un mois d'intervalle, dans un journal du département recevant les publications légales.

ART. 7

A l'expiration du délai de deux mois, le notaire soumet l'acte à l'homologation du juge de paix. Il y joint toutes les pièces justificatives, et, soit un certificat attestant qu'il n'a été formé ou qu'il n'existe plus aucune opposition, soit les originaux de celles qui ont été maintenues.

ART. 8

Le juge de paix ne donne son homologation qu'après s'être assuré : 1° par les pièces produites, et, s'il les estime insuffisantes, par un rapport d'expert commis d'office, que le maximum de valeur fixé à l'art. 1^{er} n'est pas dépassé ; 2° que le bien satisfait à la condition exigée au paragraphe 1^{er} de l'art. 4 ; 3° que la main-levée a été donnée de toutes les oppositions.

ART. 9

Expédition de cette homologation est transmise sans retard par le greffier de la justice de paix au notaire. Celui-ci doit, de suite, requérir la transcription de cette décision ou sa mention en marge de la transcription préexistante, au moyen d'un extrait rédigé en conformité du paragraphe 3 de l'art. 4 de la loi du 23 octobre 1884.

Le fondateur ou son conjoint peut, en outre, remplir cette formalité si elle est omise par le notaire. La femme y fait procéder sans autorisation, même lorsque la constitution porte sur les biens de la communauté ou sur les biens personnels de son mari.

Dans tous les cas, la transcription doit, à peine de nullité de la constitution du bien, être opérée dans le mois qui suit l'homologation.

TITRE II

Conservation et régime du bien.

ART. 10

A partir de la transcription, aucune saisie ne peut être pratiquée que par les créanciers qui se sont conformés aux dispositions qui précèdent pour conserver l'exercice de leurs droits, même au cas où le constituant est mis en état de faillite ou de liquidation judiciaire.

ART. 11

Le bien de famille demeure, néanmoins, saisissable pour les causes ci-après :

1° Fournitures de subsistances faites au constituant et à sa famille pendant les six derniers mois par les marchands en détail, tels que boulangers, bouchers et autres ;

2° Condamnations en principal et accessoires pour délits et quasi-délits civils, condamnations en matière criminelle, correctionnelle et de simple police pour le paiement des amendes, l'acquittement des restitutions, dommages-intérêts et frais prononcés au profit de l'Etat ; indemnités et dépens alloués pour les mêmes faits aux parties, soit par les tribunaux de répression, soit par les tribunaux civils saisis séparément de l'action en réparation, quel qu'ait été le constituant du bien de famille, et sans que, dans aucun cas, le droit de jouissance du mari puisse réduire l'effet de la saisie ;

3° Mémoires d'entrepreneurs et salaires d'ouvriers employés à reconstruire ou à réparer les bâtiments dans la mesure et sous les conditions prévues à l'art. 2103, n° 4, du Code civil.

Le juge de paix désigne d'office l'expert unique qui dressera les deux procès-verbaux, et, sur le rapport de cet expert, fixe la somme pour laquelle la saisie aura lieu ;

4° Sommes dues pour l'ensemencement des terres, les améliorations agricoles, l'achat de bétail, de machines et d'instruments servant à la culture, ou de métiers et outils en usage dans la profession du constituant.

ART. 12

Le bien de famille ne peut être grevé de privilège ou d'hypo-

thèque que pour l'une des causes énoncées aux numéros 3 et 4 de l'article précédent.

Il ne peut être vendu à réméré.

ART. 13

Le mari, qu'il ait fait la constitution sur les biens de la communauté ou sur ses biens personnels, ne peut, sans le consentement de la femme résultant d'un acte antérieur ou de sa participation au contrat, aliéner tout ou partie du bien ou renoncer à sa constitution.

Aucune permission de justice n'est nécessaire à la femme pour poursuivre, soit l'annulation de la renonciation ou de la vente effectuée contre son gré, soit le remploi, si elle a mis cette condition à son adhésion.

Dans ce dernier cas, le prix demeure insaisissable jusqu'à ce qu'il ait servi, dans la limite de la valeur fixée à l'art. 1^{er}, à désintéresser le vendeur de l'immeuble acquis en remplacement, sans toutefois que l'insaisissabilité puisse durer plus d'une année.

Les tiers ne sont pas responsables du remploi.

ART. 14

Ne peuvent, s'il existe des mineurs, renoncer à la constitution, soit en cas de prédécès de l'un des conjoints, soit en cas de divorce, de séparation de corps ou de séparation de biens :

1° Le mari ou la femme qui a fondé le bien de famille sur un bien personnel ou dans le lot duquel ce bien, constitué sur un immeuble de la communauté, a été mis à la suite du partage de celle-ci ;

2° La femme, si le bien a été constitué sur l'un de ses propres par le mari ;

3° L'aïeul ou l'aïeule qui ont fait la constitution dans les conditions prévues à l'art. 2.

Dans les mêmes cas, même s'il y a eu divorce ou séparation de corps, l'aliénation ne peut avoir lieu qu'avec la permission du juge de paix. Ce magistrat n'accorde cette autorisation que s'il estime l'opération avantageuse aux mineurs. Sa décision est sans appel.

ART. 15

En cas d'expropriation pour cause d'utilité publique, si l'un des époux est prédécédé et s'il existe des enfants mineurs, le

juge de paix ordonne des mesures de conservation et de remploi qu'il estime nécessaires jusqu'à concurrence de la valeur fixée à l'art. 1^{er}.

ART. 16

Dans le cas de substitution volontaire d'un bien de famille à un autre, la constitution du premier bien est maintenue jusqu'à ce que le juge de paix ait ordonné la constitution du second.

ART. 17

En cas de destruction partielle ou totale du bien, l'indemnité d'assurance est versée à la caisse des dépôts et consignations pour demeurer affectée à la reconstitution de ce bien, et, pendant un an, à dater du paiement de l'indemnité, elle ne peut être l'objet d'aucune saisie, sans préjudice pourtant des dispositions de l'art. 2 ci-dessus.

Les compagnies d'assurances ne sont, en aucun cas, garantes du défaut de remploi.

ART. 18

Le tribunal civil statue, dans les formes ci-après, sur les demandes tendant à faire déclarer que l'immeuble a cessé d'être bien de famille, en tout ou en partie.

Si la demande est introduite par les créanciers, elle est jugée comme en matière sommaire, le constituant et son conjoint assignés par exploit séparé, ou, si l'un d'eux est prédécédé et s'il y a des mineurs, le représentant légal de ceux-ci dûment appelé.

Si l'instance est formée par le fondateur, il est statué en la Chambre du Conseil, en présence de l'autre conjoint, ou, si ce conjoint est mort et s'il existe des mineurs, le représentant de ceux-ci mis en cause.

Extrait de ce jugement est mentionné au bureau des hypothèques en marge de la décision homologuant l'acte de constitution.

ART. 19

L'insaisissabilité peut subsister même après la dissolution du mariage sans enfant au profit du survivant des époux, s'il est propriétaire du bien.

Elle est conservée au moyen d'une déclaration reçue par notaire et mentionnée en marge de la transcription ou à la suite de l'inscription préexistante.

ART. 20

Elle peut également se prolonger par l'effet du maintien de l'indivision prononcé dans les conditions et pour la durée ci-après déterminées.

S'il existe des mineurs au moment du décès de l'époux propriétaire de tout ou partie du bien, le juge de paix peut, soit à la requête du conjoint survivant, du tuteur à défaut de ce conjoint ou d'un enfant majeur, soit à la demande du conseil de famille, ordonner la prolongation de l'indivision jusqu'à la majorité du plus jeune, et allouer, s'il y a lieu, une indemnité pour ajournement du partage aux héritiers qui sont ou qui deviennent majeurs et ne profitent pas de l'habitation.

ART. 21

Le survivant des époux, s'il est copropriétaire pour moitié au moins et s'il habite la maison, a la faculté de réclamer, à l'exclusion de tous héritiers, l'attribution intégrale du bien sur estimation.

Ce droit s'ouvre à son profit, soit au décès de son conjoint si tous les descendants sont majeurs ou, même lorsqu'il y a des mineurs, si la demande en maintien d'indivision a été rejetée, soit à la majorité du plus jeune des enfants lorsque l'indivision a été maintenue.

ART. 22

Lorsque figure dans une succession une maison d'habitation construite dans les conditions de la loi du 30 novembre 1894 ou visée par l'art. 3 de la loi du 31 mars 1896 et constituée ensuite bien de famille, les dispositions de l'art. 20 qui précède sont appliquées aux lieu et place de l'art. 8 de la loi du 30 novembre 1894.

ART. 23

Un règlement d'administration publique déterminera les mesures d'application de la présente loi.

La proposition de loi que l'on vient de lire soulève deux questions d'un grand intérêt : une question d'insaisissabilité et une question d'indivisibilité successorale.

Cette idée d'indivisibilité qui doit assurer la conservation du bien de famille à la mort de son propriétaire n'est pas neuve, quoique beaucoup moins avancée qu'en Autriche ou qu'en Allemagne. En France, nous n'avons guère à mentionner que le projet de M. l'abbé Lemire et la loi du 30 novembre 1894, sur les habitations à bon marché.

Dans le projet Lemire, tout un titre (titre V) est consacré à la transmission héréditaire du bien de famille, et ce titre contient un article particulièrement important au point de vue des idées d'indivisibilité successorale, c'est l'art. 25 ainsi conçu :

« Le bien de famille peut être repris sur une estimation faite, comme il est dit à l'art. 5, par l'enfant que désigne le chef de famille, ou, à défaut, par celui qui est resté en dernier lieu avec ses parents, à charge d'indemniser les autres, s'il y a lieu, par des soultes garanties par le privilège de l'article du Code civil.

« A défaut de la désignation expresse ou tacite du successible au bien de famille mentionné au paragraphe précédent, le successeur à ce bien pourra être désigné par ses cohéritiers à la majorité des suffrages.

« A défaut de majorité, il sera procédé par voie de tirage au sort ».

A côté de ce texte, encore convient-il de rappeler ici les art. 23 et 24 du même projet, en vertu desquels, quand le chef de famille laisse à son décès « un conjoint et des héritiers en ligne directe », d'une part « le bien de famille n'est pas soumis au partage en nature » et de l'autre, en cas de minorité des

enfants, l'indivision subsistera jusqu'à la majorité du plus jeune.

La loi du 30 novembre 1894 contient, comme dérogation aux principes du Code civil sur le partage forcé, celles édictées par son art. 8 :

« Lorsqu'une maison indivisible, construite dans les conditions édictées par la présente loi, figure dans une succession et que cette maison est occupée au moment du décès de l'acquéreur ou du constructeur par le défunt, son conjoint, ou l'un de ses enfants, il est dérogé aux dispositions du Code civil, ainsi qu'il est dit ci-après :

« 1^o Si le défunt laisse des descendants, l'indivision peut être maintenue à la demande du conjoint ou de l'un de ses enfants, pendant cinq années à partir du décès.

« Dans le cas où il se trouverait des mineurs parmi les descendants, l'indivision pourra être continuée pendant cinq années à partir de la majorité de l'un des mineurs, sans que sa durée totale puisse, à moins d'un consentement unanime, excéder 10 ans.

« Si le défunt ne laisse pas de descendant, l'indivision pourra être maintenue pendant cinq ans à compter du décès, à la demande et en faveur de l'époux survivant, s'il en est copropriétaire, au moins pour moitié, et s'il habite la maison au moment du décès.

« Dans ces divers cas, le maintien de l'indivision est prononcé par le juge de paix, après avis du conseil de famille.

« 2° Chacun des héritiers et le conjoint survivant, s'il a un droit de copropriété, a la faculté de reprendre la maison sur estimation. Lorsque plusieurs intéressés veulent user de cette faculté, la préférence est accordée d'abord à celui que le défunt a désigné, puis à l'époux s'il est copropriétaire pour moitié au moins. Toutes choses égales, la majorité des intéressés décide.

« A défaut de majorité, il est procédé par voie de tirage au sort. S'il y a contestation sur l'estimation, cette estimation est faite par le comité des habitations à bon marché et homologuée par le juge de paix. Si l'attribution de la maison doit être faite par la majorité ou par le sort, les intéressés y procèdent sous la présidence du juge de paix qui dresse procès-verbal des opérations ».

Aucun des deux textes que nous venons de citer, pas plus que l'art. 21 du projet de M. Ruau, n'est à l'abri de sérieuses critiques.

Il faut, en effet, remarquer que ces deux projets (Lemire et Ruau), contrairement à celui de M. Leveillé, greffent cette idée de transmission intégrale sur une tentative d'établissement du homestead qui, si elle se présentait seule, serait d'abord moins complexe et soulèverait de moindres objections.

Les partisans qui réclament simultanément l'établissement du homestead et la réforme des lois successorales peuvent sans doute se baser sur l'exemple que nous donnent l'Allemagne et l'Autriche.

Mais il existe dans ces nations un avantage marqué sur la législation française puisqu'elles ont admis la

modification des lois successorales avant de proner l'introduction du homestead.

Pendant qu'en France, la règle de l'égalité dans les successions est fort ancienne, de l'autre côté du Rhin, dans nombre d'États, depuis 1874, et, en Autriche, par la loi du 1^{er} avril 1889, le principe du partage égal obligatoire était abandonné et le droit du père de famille de transmettre à l'anerbe son exploitation rurale, était consacré législativement. Ce premier point établi, il n'était plus difficile de montrer la nécessité de l'insaisissabilité des petites propriétés comme suite à l'anerbenrecht. Ces nations ne pouvaient plus, nous dit M. Bureau (1), rejeter le droit du homestead (*Heimstättenrecht*), puisqu'elles avaient admis le principe de la transmission intégrale et elles auraient manqué de logique, lorsqu'on a déjà préservé les petits patrimoines immobiliers contre une des deux grandes causes de leur *pulvérisation* et de leur *désintégration*, que de persister à les laisser exposer à la saisie, puisque ce mal-là est plus redoutable encore.

Cet argument faisant défaut aux réformateurs français, ils auraient dû écarter de leur projet un problème qui est de nature à le compliquer à l'excès et peut-être à l'égarer.

Est-ce là la seule objection qu'on puisse opposer à la proposition de M. Ruau en ce qui concerne l'« attribution intégrale du bien » par voie de succession.

Sans doute, la rédaction de l'article 21 est conçue

(1) *Le homestead*, par P. BUREAU, p. 304.

d'une manière plus claire et plus nette que celle de M. l'abbé Lemire dans le même ordre d'idées. Elle est encore plus parcimonieuse dans les droits concédés aux successibles, puisqu'elle n'admet l'attribution intégrale qu'au profit du conjoint survivant et non au profit des autres héritiers, comme dans la loi du 30 novembre 1894. Mais l'écueil inévitable du projet Ruau, applicable à celui de l'abbé Lemire et à la loi de 1894, réside dans la faculté accordée au conjoint survivant, copropriétaire du bien de famille, de le reprendre sur *estimation*, à charge d'indemniser ses cohéritiers en leur payant des soultes garanties par le privilège de l'article 2103, § 3, du Code civil.

Le principe est nettement établi, mais il ne nous est pas indiqué comment l'engagement sera tenu. Le conjoint survivant, copropriétaire et successible en même temps, promettra bien aux autres héritiers de les désintéresser. Mais il est plus facile de promettre que de s'exécuter, surtout lorsqu'on se trouve en présence d'une personne n'ayant pour toute fortune que ses droits dans le bien de famille. On se heurte alors à l'une des deux objections suivantes : ou l'estimation du bien de famille correspond à sa valeur marchande et il est manifeste que le propriétaire, sans soutien et le plus souvent au déclin de sa carrière, ne pourra pas, avant un assez long espace de temps, qu'il serait nécessaire de fixer, se mettre en mesure de désintéresser ses cohéritiers ; ou, au contraire, en s'efforçant de venir au secours du nouveau propriétaire du bien, on donne à celui-ci une estimation infé-

rière à sa valeur réelle, dans ce cas, les autres héritiers protesteront contre une inégalité qui répugne aux mœurs françaises.

Et, dans ces deux hypothèses, quelle sera la garantie des héritiers? Ils auront bien une hypothèque légale s'ils sont mineurs, article 2121 du Code civil, mais, d'après l'article 4 du projet, l'exercice des droits de poursuite qu'elle confère sera suspendu jusqu'à la désaffectation du bien.

S'ils sont majeurs, l'article 2103, § 3, à la portée aussi des mineurs, leur donne un privilège sur les immeubles de la succession pour la garantie des partages faits entre eux et des soultes ou retour de lots. Mais auront-ils le droit de le faire inscrire avec efficacité dans les soixante jours, à dater de l'acte de partage? Nous ne le croyons pas, la seule exception prévue par l'article 4 déjà nommé, est l'hypothèque légale qui n'empêche pas la constitution du bien de famille et qui, postérieurement, peut être valablement inscrite. Les privilèges et hypothèques conventionnelles ou judiciaires, au contraire, doivent être inscrits antérieurement à l'acte constitutif, ou, au plus tard, dans le délai de deux mois, fixé à l'article 6. La situation des copartageants se trouve encore moins protégée que celle d'un vendeur, puisque, par l'effet déclaratif du partage, l'action résolutoire de l'article 1184 du Code civil pour défaut de paiement du prix leur est refusée (Voir la jurisprudence constante suivie de l'appui de la doctrine (1).

(1) DEMOLOMBE, t. XVII, n° 308. AUBRY et BAU, 4^e édition, t. VI,

Voilà donc les héritiers réduits à un privilège dont les effets sont purement platoniques et qui les met hors de la désaffectation du bien, sur le même rang que les créanciers chirographaires.

Reste à examiner le point de savoir si le nouveau propriétaire du bien de famille pourra l'hypothéquer ou le vendre pour rembourser ses cohéritiers du montant de leurs lots.

La question d'hypothèque ne doit pas nous attarder bien longtemps, la prohibition en est indiquée dans l'article 12 : « Le bien de famille ne peut être grevé de privilège ou d'hypothèque ». Les exceptions prévues ne rentrent pas dans notre cas.

Pourra-t-il être vendu ? Pendant le mariage, le mari peut, avec le consentement de sa femme, aliéner le bien de famille, article 13. Mais, après la dissolution du mariage, le conjoint survivant en a-t-il la faculté et quelles sont les formalités ?

L'article 14 du projet donne réponse à notre question lorsqu'il existe, au prédécès de l'un des conjoints, des enfants mineurs. Il nous dit que l'aliénation peut avoir lieu avec la permission du juge de paix lorsque celui-ci reconnaîtra l'opération avantageuse. Quelle opération peut être meilleure pour les mineurs, déjà protégés par une hypothèque légale, que celle qui consiste, pour eux, dans le recouvrement d'une créance. ?

§ 626, p. 562. — Dernier arrêt en matière de licitation judiciaire, Paris, 3 février 1853, D. P., 1853, 2, 334.

Mais, si le conjoint survivant n'est entouré que de successibles majeurs, devons-nous, par analogie, demander l'assistance du juge de paix ? L'idée courante, en matière d'exception, est la prohibition d'étendre un cas à un autre. Ainsi le veut la grande règle d'interprétation admise dans toutes les législations et que le Droit Romain formulait en ces termes : *Exceptiones sunt strictissime interpretationis*. La loi doit être interprétée strictement et l'époux privé du droit de vendre le bien de famille. Il y a, dans cette hypothèse, une idée que le projet aurait dû traiter et ne pas passer sous silence. La solution intéresse non seulement les cohéritiers, mais encore la société tout entière, lorsqu'il s'agit de rendre marchand un patrimoine immobilisé dans la libre circulation des biens.

Toute cette longue discussion n'a d'intérêt que si le bien de famille, repris par le conjoint survivant, conserve son caractère primordial avec ses différentes modalités.

Point de doute n'existe, lorsque le bien a été constitué sur un propre du survivant (art. 19). Une déclaration, reçue par notaire et mentionnée en marge ou à la suite de l'inscription préexistante, suffit pour conserver le privilège d'insaisissabilité. Il en est de même et dans certains cas déterminés par l'article 14, si le prédécédé laisse des mineurs.

Mais, si tous les descendants sont majeurs, la transmission intégrale du bien, au profit de l'époux copropriétaire, emporte-t-elle l'insaisissabilité, l'incapacité relative d'hypothéquer, la capacité restreinte d'aliéner ?

L'idée du projet, c'est la protection de la propriété familiale, c'est la conservation des petits biens entre les mains du chef, autour desquels vit, se développe et gravite la famille. Pourquoi concéder au survivant des époux le droit de réclamer l'attribution intégrale du bien, si c'était pour lui enlever ses qualités ?

Au surplus, à côté de ces considérations d'ordre économique, nous trouvons une solution dans les précédents historiques qui ont servi de guide au projet. L'article 21 reproduit, en somme, l'idée de l'article 8 de la loi sur les habitations à bon marché, dont l'objectif est la protection de la maison familiale et le moyen de la conserver entre les mains des héritiers de ceux qui l'ont bâtie.

Le projet ne nous dit pas non plus que, par suite de la transmission intégrale, le bien cessera d'être considéré comme bien de famille. Mais c'est peut-être à cause de son silence que la discussion pourra naître.

Ainsi, appliquera-t-on les formalités de l'art. 19, pour sa conservation ?

Nous le supposons, par argument de l'effet déclaratif du partage. Le conjoint survivant, propriétaire pour partie du bien, qui acquiert l'autre partie en réclamant l'attribution intégrale, est considéré comme ayant toujours été propriétaire du tout. Une simple déclaration, reçue par notaire, lui conservera le bien de famille avec tous ses effets.

Tout cet exposé pourrait être écarté par un examen plus attentif de la question. Mais, quand bien même la plus grande correction existerait dans le texte, le

principe de la transmission intégrale entre les mains de l'un des cohéritiers, ne serait pas à l'abri de sérieuses critiques.

On peut trouver fort regrettable que le projet Ruau ait été insuffisamment inspiré des modèles allemands. L'auteur ne se serait pas contenté de dire que les charges du nouveau propriétaire du bien de famille seraient réglées sur estimation, il aurait indiqué, au profit de ce propriétaire, des dispositions détaillées, en vue d'alléger sa situation. En Allemagne, son sort serait tout autre, grâce à l'intervention des *Rentenbanken*. Cette institution de crédit, organisée avec le concours de l'État, permet aux paysans, non seulement l'acquisition de la terre quand bien même ils n'auraient pas de fonds disponibles, mais la loi de 1891 prévoit encore le manque de capitaux suffisants pour la bonne exploitation. Le cultivateur peut s'adresser à la *Rentenbank* pour obtenir des prêts remboursables, non par un paiement rapide, mais par une série d'arrérages qui éteindront sa dette en 60 années, par exemple. Avec de telles dispositions, on peut organiser, sans crainte, l'indivisibilité successorale, sans laisser le bénéficiaire de cette indivisibilité, écrasé sous le poids des indemnités qu'il devra payer à ses cohéritiers.

On aurait pu croire qu'en France le Crédit foncier remplirait l'office des *Rentenbanken*, qu'on y trouverait le moyen de se procurer facilement et à bon marché, l'argent nécessaire pour vivifier l'agriculture. Mais cette banque s'occupe de préférence des prêts

sur la propriété urbaine, abandonnant presque la petite propriété rurale. Ce n'est pas qu'elle refuse les demandes agricoles, pourvu que le gage soit libre et suffisant pour répondre de la somme prêtée et que le revenu soit assez élevé pour garantir la service exact des annuités. Mais les formalités que le Crédit foncier réclame et les investigations auxquelles il se livre, suffisent pour écarter les petites affaires rurales.

Si les modes de crédit actuellement en usage ne donnent pas aux petits propriétaires toute la facilité désirée, l'initiative individuelle peut quelquefois suppléer d'une façon tout à fait heureuse aux insuffisances des institutions.

C'est ainsi, notamment, qu'il a suffi d'une jurisprudence à propos des assurances sur la vie, ne considérant pas le bénéfice de l'assurance contractée par un père au profit de l'un de ses enfants, comme avantage sujet à réduction, pour permettre, dans certaines régions françaises, le développement d'une pratique déjà connue dans quelques pays étrangers, particulièrement en Belgique, et en vertu de laquelle le père de famille arrive à faire un véritable anerbe en s'assurant à son profit pour une certaine somme qui lui permettra d'indemniser ses cohéritiers et de garder le domaine paternel (1).

Mais cette pratique, dans laquelle l'égalité est con-

(1) Cass., 29 juin 1896, S., 1896, 4, 361 et la note de M. Wahl. — Paris, 23 juin 1898, S., 1900, 2, 1. — En sens contraire : Cass., 8 février 1888, S., 1888, 4, 121 ; P., 88, 4, 281.

testable, en ce sens que l'assuré procure un avantage marqué au bénéficiaire, n'est pas encore généralisée en France, pour permettre une dérogation aux règles du Code civil sur le partage forcé.

Il nous est donc bien permis de dire que la législation française paraît fort mal préparée à discuter et, à plus forte raison, à admettre utilement la théorie de la transmission intégrale.

Nous n'avons considéré jusqu'ici le conjoint survivant que comme bénéficiaire du droit d'attribution intégrale du bien ; pourquoi n'a-t-on pas étendu ce droit aux autres héritiers, comme dans la loi du 30 novembre 1894 ?

Le texte primitif du gouvernement reproduisait à peu près les principales dispositions de l'art. 8 de la loi sur les habitations à bon marché. Par application de cet article, l'attribution intégrale du bien de famille devait se faire dans l'ordre de préférence suivant : 1° le conjoint survivant ; 2° l'héritier désigné par le défunt ; 3° celui que la majorité des héritiers et des représentants légaux des héritiers mineurs a choisi ; 4° celui que le sort a désigné.

Ce droit, accordé à l'un des héritiers autres que le conjoint survivant, a paru au Conseil d'Etat absolument contraire aux principes égalitaires du Code civil. Dans cet ordre d'idées, M. le conseiller Flourens s'exprimait en ces termes (1) : « La désignation par le défunt serait, sous une autre étiquette, le

(1) Exposé des motifs, projet Ruau, p. 35.

partage d'ascendants. Que marquerait ici cette désignation ? La résurrection probable du privilège de la masculinité — ce bien ne tombera pas en quenouille — sinon la réhabilitation du droit d'aînesse, le passe-droit en faveur du préféré. Ces injustices demeuraient théoriquement possibles à l'aide de quelques articles presque oubliés de la législation de 1801. Quel besoin de remettre ces textes en lumière et d'en faire la loi commune ? La Révolution avait proclamé l'égalité d'homme à homme, pourquoi s'acharner à la supprimer de frère à frère ?

« Cette réforme serait non seulement contraire à l'équité et à l'esprit de nos lois, mais aussi à l'intérêt de la société. La vie n'est qu'un perpétuel devenir, l'idéal spécial n'est pas de figer la situation et de constituer de petits majorats démocratiques ». Nous ne voulons pas essayer de justifier la théorie émise par le rapporteur au Conseil d'Etat, puisque au début, nous nous sommes posé en adversaire du principe de la transmission intégrale. Seulement, qu'il nous soit permis d'y faire quelques observations.

Pourquoi admettre une exception au profit du conjoint survivant et la refuser aux héritiers, alors que celui-là peut déjà prolonger l'insaisissabilité pendant la minorité des enfants par l'effet du maintien de l'indivision ? Est-ce la peur de la résurrection du droit d'aînesse ? Drôle de privilège de masculinité à accorder à un héritier qui se verrait souvent contraint de travailler toute sa vie pour payer la part de ses co-héritiers. Sans avances, sujet aux éventualités de

toutes sortes, pourrait-il jamais y arriver ? On ne voit pas quel pourrait bien être l'avantage du successeur dans cette circonstance et où serait détruit le principe égalitaire qui doit régner entre tous les enfants d'une même famille. « Il existe, d'ailleurs, certains départements (entre autres la Creuse) dans lesquels est demeurée l'habitude de la transmission du patrimoine de famille à l'aîné, à charge de constituer une dot ou de payer une soulte aux cadets et aux sœurs. Dans ces départements, ces pactes de famille, consentis malgré le Code civil, apparaissent comme très lourds pour l'aîné et très avantageux pour ses frères et sœurs » (1). Dans la pratique, l'attribution obligatoire à chacun des héritiers d'une partie de tous les éléments composant la succession n'est pas suivie à la lettre. Si l'hérédité se compose d'une exploitation agricole et industrielle et en outre de capitaux mobiliers, nous voyons, en dépit de l'article 832, l'établissement ne former qu'un lot, quelquefois même avec soulte, et les capitaux mobiliers composer les autres lots.

Cette solution est prise en faveur parce qu'elle sauvegarde les intérêts de tous et que les héritiers ne sont jamais disposés à sacrifier leurs intérêts tangibles à la satisfaction théorique de leurs droits. Bigot-Préameneu l'avait entrevue lors des travaux du Code civil, ce qui lui faisait émettre l'opinion suivante : « La division égale des biens détruit les petites fortunes. Un petit héritage coupé en parcelles pour être

(1) *Revue trimestrielle de droit civil*, 1905, t. II, p. 437.

partagé entre plusieurs n'existe plus pour personne. Si, au contraire, l'héritage demeure entier, il reste un centre commun à la famille ».

La pratique a donc su tourner la loi selon ses besoins et lui faire suivre la voie réclamée par l'utilité générale, sans pour cela, abandonner le grand principe d'égalité qui régit les successions. Aussi, nous ne croirions pas, comme le pense M. Flourens, faire revivre un passé d'injustice en généralisant la transmission intégrale, si nous en étions partisan, et en la concédant aux héritiers aussi bien qu'au conjoint survivant.

Pour terminer cette discussion de la transmission intégrale, nous estimons, quand on se préoccupe de la constitution du bien de famille, qu'il est nécessaire de se dégager du cercle d'idées que nous venons d'examiner et de laisser à une intervention législative séparée le soin de résoudre le problème. Les réformateurs, en cette matière, pourraient s'inspirer utilement du programme de défense territoriale exposé par M. Claudio Jannet, qui indique, après avoir montré les périls résultant de la législation actuelle, sur la division des héritages ruraux, qu'on pourrait remédier au mal « par des dispositions relatives à l'amélioration des règles du Code sur les partages d'ascendants, à l'extension de la qualité disponible, à la liberté des arrangements de famille et à la situation des orphelins mineurs » (1).

(1) Claudio JANNET, *Socialisme d'Etat et réforme sociale*, p. 446, édition 1889.

Nous n'avons pas la prétention d'émettre que ces diverses propositions seraient d'une réalisation certaine et immédiate ; il en est même, telle que l'augmentation de la quotité disponible, qui n'ont aucune chance de succès, tant que se dresseront dans nos mœurs les objections d'égalité familiale.

Par contre, il suffirait d'une campagne énergique pour amener dans notre législation relative au partage d'ascendants, d'indispensables améliorations. Il est évident, nous dit M. Souchon, « qu'il y a là une institution qui ne répondra complètement à son but social que du jour où elle permettra aux cultivateurs-propriétaires d'assurer après eux une bonne exploitation de leurs terres, grâce à la façon dont ils sauront en organiser la dévolution. Mais aujourd'hui ce résultat ne peut être atteint, parce que l'autorité des pères de famille est doublement limitée : d'abord les articles 826 et 832 du Code civil sont rigoureusement appliqués aux partages d'ascendants, et, en conséquence, pendant trente ans après la mort du père, sa volonté reste à la merci d'une action en nullité, qui peut être intentée par l'un des enfants, toutes les fois que, pour une raison souvent très forte, les lots n'ont pas été composés en biens de même nature (1).

(1) Diverses propositions ont eu pour but d'améliorer cet état de choses et notamment un projet de M. de Mun, tendant à modifier les articles 826 et 832 dans les termes suivants :

« ART. 826. — Chacun des cohéritiers ne peut demander sa part en nature des meubles ou immeubles de la succession que

En outre, l'œuvre paternelle peut être trop facilement détruite par les moyens de droit déduits des textes, soit sur la réserve, soit sur la lésion (art. 887 et 1079 Code civil) et sans entrer ici dans les détails qui nous conduiraient trop avant dans l'interprétation du Code civil, nous pouvons tout au moins remarquer combien il est étrange d'apprécier au point de vue de la lésion, la validité du partage d'ascendants au moment de la mort du père et non pas à celui où ce partage a été opéré (1) ».

En résumé, il est prudent, pour ne pas nuire et compliquer la constitution du homestead, de le dégager des idées d'indivisibilité successorale et de laisser à des « améliorations législatives, dont la modeste apparence ne diminuerait pas la grande efficacité », le devoir de résoudre la question.

sous la réserve de la disposition de l'article 832 (le reste comme le Code civil).

« ART. 832. — Dans la formation et la composition des lots, on doit éviter de morceler les héritages et de diviser les exploitations. Chaque lot peut être composé exclusivement ou en quantités différentes de meubles ou d'immeubles, de droits ou de créances de même nature et valeur » (*Journal officiel*, 7 décembre 1889, annexe 546).

(1) SOUCHON, *La propriété paysanne*, p. 211.

CHAPITRE V

Du principe d'insaisissabilité, d'incapacité relative d'hypothéquer, de capacité restreinte d'aliéner

Ainsi dégagé de la question de la transmission intégrale, le projet de M. Ruau se résume en cette trilogie : insaisissabilité, incapacité relative d'hypothéquer, capacité restreinte d'aliéner.

Il se sépare de la proposition de M. l'abbé Lemire qui admet et organise même (art. 20) la renonciation aux avantages du bien de famille.

Nous ne pensons pas qu'une seule objection pourrait s'élever en France contre l'application du homestead, s'il ne s'agissait de prohiber l'hypothèque, puisqu'on ne pourrait plus mettre en avant la question de crédit. M. Leveillé, dans sa proposition (art. 8), déclare que le propriétaire du bien de famille ne pourra l'hypothéquer et tous les partisans du homestead, au point de vue de son application en France, admettent son idée. La justification de ce principe est superflue, il est inutile d'indiquer par

une longue argumentation, que permettre l'hypothèque dans tous les cas serait concéder contre le homestead une arme mortelle dont tous les créanciers ne manqueraient pas de se servir. N'est-il pas plus simple de considérer dans notre espèce que cette incapacité résulte d'une convention expresse ou tacite entre débiteurs et créanciers, toujours libres, nous parlons de ces derniers, d'accepter une restriction à leur gage tel que l'a fixé l'article 2092 du Code civil.

Au surplus, nous verrons, au cours de cette étude, que la prohibition du prêt hypothécaire n'est pas absolue et qu'elle comporte certaines exceptions.

L'article 12 du projet stipule que le bien de famille pourra être grevé d'hypothèques pour l'ensemencement des terres, les améliorations agricoles, l'achat de machines ou instruments servant à la culture, ou de métiers et outils en usage dans la profession, etc.

Cette triple protection de la petite propriété foncière énumérée ci-dessus, dont l'avantage est de créer un privilège au profit de la famille par préférence aux créanciers, n'entraîne-t-elle pas à sa suite des conséquences vis-à-vis du propriétaire, de son entourage familial et des tiers ?

Les tiers, dans cette hypothèse, sont les créanciers, ceux qui voient, contrairement à la règle : « qui s'oblige oblige le sien », expression des articles 2092 et 2093 du Code civil, diminuer leurs garanties. Telle est l'objection fournie par les adversaires du projet.

Pour y répondre, il est nécessaire de faire une

distinction entre les créanciers antérieurs à la constitution du bien de famille et ceux qui y sont postérieurs.

Nous estimons que l'exception au principe que le patrimoine du débiteur répond de ses engagements, ne peut être invoquée dans le cas où le droit du créancier est postérieur à l'établissement du homestead,

En effet, ce nouveau régime ne peut entraîner aucun préjudice à l'égard des créanciers ultérieurs, puisque le bien dont il s'agit ne faisait plus partie, au moment de l'obligation, de l'actif du débiteur. Avant de s'engager, ces personnes se sont renseignées ou devaient se renseigner sur la consistance des biens servant de gage à leur créance. Or, dans le premier cas, elles ont reconnu que le bien familial était sorti du patrimoine du débiteur et n'ont pu contracter avec ce dernier en se basant sur ce bien. Si, au contraire, elles ont agi à la légère, sans rechercher s'il y avait constitution de homestead, elles ne pourront s'en prendre qu'à leur négligence si, par hasard, elles viennent à être lésées.

Toute différente est l'hypothèse où l'homestead fait suite à des droits antérieurs.

La première condition à mettre à la constitution du bien de famille, c'est qu'elle ne nuise à aucun droit légitimement acquis. Le projet, à cet égard, a pris les précautions nécessaires, même en ce qui concerne les créanciers chirographaires. Toute propriété peut être grevée de privilèges, par exemple, celui du vendeur

sur l'immeuble vendu pour paiement du prix (art. 2103, § 1, du Code civil), auquel se joint l'action résolutoire des articles 1184 et 1654 du même Code, celui des copartageants, pour la garantie des partages faits entre eux et des soultes ou retour de lots (art. 2103, § 3, etc.). Elle peut également être affectée d'une hypothèque, soit légale, soit judiciaire, soit conventionnelle. Enfin, elle fait partie du gage commun des créanciers chirographaires (art. 2092-2093 du Code civil).

La constitution du bien de famille n'est opposable à aucune de ces créances, c'est la solution que le projet adopte dans les articles 4 et suivants. Ainsi il se place d'abord en face de l'hypothèse où le bien proposé est grevé soit d'un privilège, soit d'une hypothèque conventionnelle ou judiciaire, et il décide que l'existence de ces sûretés rend irréalisable la constitution.

Il accorde même un délai de deux mois pour opérer les inscriptions susceptibles d'être prises, comme il ouvre aux créanciers chirographaires le même délai pour faire valoir leurs droits.

Pour les hypothèques légales, il décide que leur existence ne fait pas obstacle au homestead, qu'inscrites avant l'expiration du délai ci-dessus visé, elles conserveront tous leurs effets; que, prises après, elles ne pourront être exercées qu'autant que la constitution a pris fin.

Là ne s'arrêtent pas encore les mesures prises pour avertir les créanciers et les mettre en mesure de faire valoir leurs droits, la forme de la constitution est

réglementée en même temps que l'on détermine les règles de la publicité préalable.

Enfin pour terminer cet ensemble de formalités, on demande l'intervention du juge et son approbation par une homologation de l'acte dressé par le notaire, tout en organisant par la transcription la publicité « ultérieure, permanente, nécessaire pour prévenir les tiers auxquels aucun indice extérieur, aucune modification appréciable dans la possession, l'usage et l'exploitation du bien, ne révéleraient l'immunité dont ce bien est désormais couvert » (1).

Moins de formalisme aurait peut-être été désirable pour inciter le petit propriétaire à la constitution d'un semblable bien. Si l'on veut apporter des modifications à des idées anciennes, protéger la petite propriété par exemple, il est nécessaire de simplifier les règles pour encourager les initiatives qui voudraient se lancer dans cette voie.

En attendant la réforme de notre régime hypothécaire dont l'utilité est incontestable, on aurait pu accepter, comme condition de constitution de bien de famille, une déclaration faite par l'intéressé à la mairie du lieu de la situation de l'immeuble. L'affichage aurait été fait par les soins et à la diligence de l'administration municipale qui, au bout d'un délai de deux mois, aurait transmis au conservateur des hypothèques un bulletin de déclaration accompagné d'un certificat négatif d'opposition ou la main-

(1) Exposé des motifs, projet Ruau, p. 28.

levée de celles qu'elle aurait reçues. Les difficultés provenant, soit de l'estimation faite par la partie, soit des oppositions, seraient résolues par le juge de paix. Il y aurait de ce fait une garantie suffisante pour les créanciers et une économie marquée pour le constituant.

A ce régime de la déclaration spéciale, on peut opposer la théorie d'un homestead légal, basé sur l'habitation. Cette seule considération emporterait avec elle la notification suffisante aux tiers intéressés et le but principal cherché : la protection de la famille.

Seuls, le garde des sceaux et la Cour de Rennes estiment que ce régime pourrait donner les meilleurs résultats.

« Dans ces matières, disent-ils, comme dans celles de l'hygiène, il est du devoir du législateur de briser les habitudes de routine des citoyens et de substituer sa volonté à la leur, dans leur intérêt et dans l'intérêt social » (1). Le homestead se résout, en somme, en une atteinte très grave portée au droit de propriété du mari qui ne peut plus aliéner sans le consentement de sa femme. Sans doute, le père de famille prudent n'hésitera pas, pour assurer sa famille contre les éventualités du sort, à remplir les formalités exigées, mais la prudence qui caractérise ce mari prévoyant rend à son égard la protection moins nécessaire.

C'est surtout vis-à-vis de l'époux téméraire ou

(1) Exposé des motifs du projet Ruau, p. 24.

timide, qui n'apprécie l'avantage du bien de famille que le jour où ses affaires tournent mal et où, par suite, il est déjà trop tard, la déclaration n'ayant pas d'effet rétroactif, que le homestead légal fait ressortir toute son utilité. On objecte que la femme peut prendre l'initiative de cette mesure en cas de négligence de son mari, mais il convient de remarquer que ce remède est inapplicable lorsque la femme a disparu laissant des enfants mineurs qui, à raison de leur âge et de leur incapacité, sont impuissants à éviter le mal du défaut de déclaration.

N'est-il pas à craindre que, dans les premiers temps de l'application de la loi, les initiatives et les volontés ne soient pas suffisamment éclairées? On ne peut guère fonder d'espérances sur la création de comités de propagande et de vulgarisation après l'exemple de ceux qui naquirent de la loi sur les habitations à bon marché.

N'y a-t-il pas aussi par la légalité un écueil à éviter résultant de l'inaccomplissement, soit par incurie, soit par négligence, de certaines formalités de la déclaration expresse qui entraînent la nullité de la constitution?

Le grand argument que l'on pourrait opposer au régime obligatoire est l'atteinte portée à la liberté. « Quelque sympathie que nous éprouvions, dit M. Levasseur (1), pour la situation pénible de certains

(1) *Séances de l'Académie des sciences morales et politiques*, 1894, t. II, p. 593.

emprunteurs et pour les sentiments charitables dont s'inspirent à leur égard les réformateurs, nous pensons que dans un pays dont les institutions sont fondées depuis 1789 sur le double privilège de la liberté et de l'égalité, et dont la population est suffisamment éclairée pour raisonner ses actes, le principe de la liberté des contrats et de la responsabilité de leurs conséquences est préférable à un régime de tutelle qui a pu et peut encore convenir à des peuples ayant d'autres mœurs ou étant moins avancés en civilisation ».

Un homme pauvre, vivant avec sa famille sur le seul immeuble qu'il possède, trouverait peut-être pour les siens la jouissance de l'immunité légale plus désastreuse que profitable. « Si ses affaires prospèrent (1) et que le manque de capital soit la seule cause qui l'empêche de leur donner toute l'extension qu'elles pourraient prendre, il est de l'intérêt de tous qu'il conserve intact tout son crédit et que son petit patrimoine tout entier soit considéré par ses créanciers comme la garantie des engagements qu'il contracte ».

Cette idée n'est pas aussi sérieuse qu'on pourrait le croire tout d'abord. On parle de liberté individuelle, mais doit-elle primer la liberté sociale basée sur des nécessités impérieuses d'ordre économique ? L'économie de ce projet, l'exemple du régime dotal, l'aliénation permise avec le consentement de la femme,

(1) *Le homestead*. BUREAU, p. 111.

les nombreuses exceptions au principe d'insaisissabilité combattent avantageusement toutes les objections.

On dira encore que la valeur de l'immeuble, ne se trouvant légalement établie par aucun document et étant dès lors incertaine, ne pourra être déterminée que dans le cours de la procédure de saisie et sur l'opposition qui sera faite par le saisi. En attendant, la saisie n'en aura pas moins été opérée et le but de la loi, qui est de mettre l'immeuble à l'abri des poursuites, ne sera pas atteint.

Mais la même hypothèse peut se présenter dans le cas de constitution volontaire, soit par suite d'agrandissement, de plus-value du bien de famille, soit par la discussion de l'estimation qui a été faite. Le débiteur n'aura qu'à former une demande en nullité ou en distraction pour déjouer les incidents de ses créanciers, et le tribunal appelé à statuer sera dans la nécessité de recourir à une expertise.

Dans l'intérêt général et pour éviter que cette loi ne restât lettre morte, il serait bien préférable de décider que le seul fait de l'habitation vaut notification aux tiers intéressés, car ce système, s'il est avantageux à plusieurs, n'est nuisible à personne, puisque les créanciers doivent connaître la loi *nullum censetur ignorare legem*.

Si étrange que puisse paraître à première vue cette absence de publicité, elle ne serait pas sans trouver de précédent dans notre droit français. L'hypothèque légale de la femme mariée, garantie des dilapidations de la dot, est une mesure de protection qui peut être

opposée aux créanciers, même antérieurs à son inscription (art. 2135) (1). C'est une sorte de privilège latent que les créanciers doivent craindre et dont les effets sont de restreindre considérablement le patrimoine de leur débiteur. Ils peuvent s'en prémunir en demandant à la femme, soit une renonciation, soit une cession d'antériorité d'hypothèque légale; si la théorie du homestead légal était admise (les droits des créanciers antérieurs à la loi réglés par des dispositions particulières), nous trouverions, à côté de la protection de la dot, un privilège spécial protégeant la famille, dont les effets obligatoires seraient connus de tous comme aujourd'hui est connu en matière mobilière le caractère restrictif de la loi de 1895 relative à la saisie-arrière sur les salaires et les petits traitements des ouvriers ou employés.

Au surplus, ce système est très courant aux États-Unis. Le bien de famille est constitué de droit par le seul fait de l'occupation par la famille (*family occupancy*) à titre d'habitation. Aucune autre mesure de publicité n'est nécessaire pour avertir les tiers, c'est au moment seulement où un titre exécutoire est délivré contre le débiteur que celui-ci soulève l'exception que la loi lui accorde.

Les publicistes allemands inclinent très générale-

(1) Art. 2135 C. civ. — L'hypothèque existe indépendamment de toute inscription.

§ 2. Au profit des femmes, pour raison de leur dot et conventions matrimoniales, sur les immeubles de leur mari à compter du jour du mariage.

ment vers le principe de l'obligation et cette préférence a pour elle le motif tiré de l'expérience. La réforme du « *Hofrolle* » qui exige une inscription volontaire de la part de celui qui désire soumettre son exploitation rurale au « *Hofrecht* », n'a donné que de très maigres résultats dans la plupart des États qui l'ont adoptée, et on a attribué cet échec précisément à l'exigence d'une inscription spéciale. Aussi le projet de M. Schneider ne requiert-il aucune publicité *ad hoc*. De même, la proposition de M. François Lajeunie admet l'exemption « sans demander au propriétaire aucune manifestation active de sa volonté : une déclaration formelle se produirait assez rarement et le but que l'on recherche ne serait pas atteint » (1).

La proposition de M. l'abbé Lemire exige au contraire une inscription, mais les encouragements qu'elle procure sont encore un appoint en faveur de la thèse que nous soutenons. Ce député a fort bien vu le danger de la déclaration publique ; aussi pour y remédier, demande-t-il que le bien de famille, régulièrement inscrit comme tel sur les registres de la mairie, soit exempt de tout impôt direct et de tout droit de mutation par décès. De plus, « l'acquisition du bien de famille se ferait sans charge fiscale jusqu'à concurrence de 8.000 francs ». La conséquence de ces dispositions, c'est de garantir l'exemption de saisie contre l'indifférence générale en procurant un

(1) Proposition de M. François Lajeunie (*Réforme sociale*, 1^{er} mars 1892, p. 384, t. I).

avantage marqué, immédiat, et en dénaturant dans l'esprit du paysan le véritable caractère du remède social que l'on préconise.

Somme toute, que nous voyions la consécration législative du système de la déclaration publique ou de l'idée que nous proposons et qui nous est suggérée par l'exemple et le raisonnement, les droits des tiers seront toujours respectés.

La grande innovation du projet Ruau est au point de vue familial. Il opère une révolution, admise depuis un quart de siècle par les législations des nations les plus voisines, l'Angleterre, la Belgique, la Suisse, etc. La loi sur le bien de famille, nous dit l'exposé des motifs, « sera le premier texte qui organisera, en France, la protection réelle de la famille, c'est-à-dire de la femme et des enfants. C'est au cours du mariage qu'il faut donner à la mère le moyen de défendre ses enfants (1) ». Le Code civil, dans son article 1421, pose le principe de l'administration des biens de la communauté légale, régime le plus souvent adopté par les époux pour régler leurs conventions matrimoniales. « Le mari, dit-il, administre seul les biens de la communauté », et dans son article 1428 : « Le mari a l'administration de tous les biens personnels de la femme ». Ce n'est que dans de rares exceptions, indiquées par l'article 1427, que la femme peut s'obliger et engager les biens de la communauté, et encore faut-il qu'elle soit autorisée par justice (2).

(1) Exposé des motifs du projet Ruau, p. 18.

(2) Certains régimes matrimoniaux, mais d'application peu

Le mariage entraîne donc, comme conséquence, l'incapacité légale de la femme et la met sous la dépendance complète de son mari. De ce régime de restriction, devaient germer des idées de liberté au fur et à mesure que l'évolution sociale développait chez l'épouse plus d'énergie personnelle et plus d'initiative. L'émancipation de droit n'est donc que la résultante de l'émancipation de fait qui s'est fait jour lorsque la femme a pu mettre à sa portée des moyens de subsistance, soit par les arts usuels, soit par la culture intellectuelle. Mais il fallait attendre quatre-vingts ans en France pour apporter ces modifications profondes à la capacité civile de la femme mariée.

C'est la loi sur les caisses d'épargne postale du 9 avril 1881 qui, la première, offre à la mère de famille le moyen de soustraire son salaire au gaspillage de son mari, c'est ensuite la loi du 6 février 1893 qui lui rend, en cas de séparation de corps, sa pleine et entière capacité. Enfin, par la loi du 1^{er} avril 1898, elle est autorisée à faire partie d'une société de secours mutuels et à en provoquer la création, même sans l'assistance de son mari.

usitée selon les contrées, conservent à la femme une certaine capacité.

C. civ., art. 1536. — Lorsque les époux ont stipulé par leur contrat de mariage qu'ils seraient séparés de biens la femme conserve l'entière administration de ses biens, meubles et immeubles, et la jouissance libre de ses revenus.

C. civ., art. 1576. — La femme a l'administration et la jouissance de ses biens paraphernaux.

Le projet Ruau consacre définitivement cette émancipation en élargissant la capacité de la femme. Celle-ci peut constituer un homestead sur les biens dont l'administration lui a été réservée, sans autorisation du mari ou de justice. Son consentement est nécessaire au mari pour une constitution faite sur les biens de la femme et dont il a l'administration. Telles sont les règles au point de vue de la constitution du bien de famille ; pour sa conservation, le rôle de l'épouse est encore plus efficace. Le mari ne peut, sans son consentement, « aliéner tout ou partie du bien ou renoncer à sa constitution », article 13, § 1.

On a pensé que l'affection de la femme et sa clairvoyance feraient d'elle le gardien vigilant du home et qu'elle serait le frein salutaire et indispensable aux largesses de son mari.

Seulement, elle pourra se trouver indigne de la mission que la loi lui donnera et il n'est pas impossible que cette gardienne, présumée vigilante de l'intérêt de la famille, ne soit, en réalité, que trop disposée, pour assurer sa tranquillité personnelle, à céder aux premières instances de son mari et à donner son concours à l'aliénation ou à la renonciation. Peut-être, fera-t-elle pis encore, si par sa frivolité ou sa prodigalité, elle provoque son mari à aliéner ce home, à la conservation duquel elle est chargée de veiller. Justinien escomptait ces cas, lorsqu'il nous dit qu'il a prohibé l'aliénation du fonds dotal, *etiam consentiente muliere*, même du consentement de la femme, de peur que la faiblesse de son sexe n'abouti-

tit à la ruine de sa fortune, *ne sexus muliebris fragilitas in perniciem substantiæ earum converteretur.*

Mais alors, si le père et la mère sont prodigues et dissipateurs, il ne faut plus songer à protéger avec succès le foyer de la famille. Souhaitons donc que ces objections ne se rencontrent que très rarement et que leur exemple soit purement théorique.

Il pourra se présenter encore, dans la pratique, des situations qui forceront la femme, rebelle au consentement, à accorder son concours. Nous voulons parler, ici, de l'hypothèse où l'honneur de la famille est en jeu. Il existe des moyens illégaux, employés quelquefois par des personnes en puissance de conseil judiciaire, dans leurs rapports avec les tiers. Ainsi, un débiteur ayant un conseil, peut reconnaître dans l'obligation qu'il est capable de s'engager, comme le mari pourra insérer, dans une garantie hypothécaire ou dans un contrat de vente, que le bien affecté ou vendu n'est pas constitué bien de famille. Le débiteur commet alors un délit pénal, susceptible en même temps d'une action en réparation civile, qui rendra le bien saisissable, aux termes de l'article 11, § 2, du projet. La femme, dans ces circonstances, préférera, pour l'honneur du nom qu'elle porte, donner son consentement à l'aliénation. Indirectement, le mari aura pu disposer de l'habitation familiale.

L'Amérique, il est vrai, entoure l'adhésion de la femme de quelques garanties. Certaines lois requièrent qu'elle certifie, devant un *notary public* (1), hors

(1) *Notary public*, personne qui a sollicité de l'État le pouvoir

la présence de son mari, que c'est bien là sa signature et que cette signature a été donnée par elle en pleine liberté (*voluntarily*) et en connaissance de cause (*Knowingly*). D'autre part, ainsi que le fait remarquer M. Waples, « la magistrature américaine prête toujours une oreille complaisante à toute plainte formulée par la femme contre les brutalités, les manœuvres frauduleuses ou la pression dont elle aurait été l'objet de la part de son mari, et cette jurisprudence garantit, d'une manière très sûre, la liberté de la femme (1) ».

Mais, à notre avis, il ne faut pas trop se leurrer sur l'importance des résultats obtenus par cette pratique, dont le plus grand effet est encore d'exagérer les formalités. Dans les différents cas que nous venons d'examiner, la femme donnerait aussi facilement sa signature au mari qu'elle certifierait au *notary public* son entière connaissance de l'acte qu'elle accomplit. La tranquillité du ménage ou l'honneur de la famille sont des facteurs plus puissants pour contraindre la femme à la volonté de son époux, que les brutalités et les manœuvres frauduleuses prévues par la loi américaine.

Malgré ces objections, la proposition du homestead étant conçue essentiellement dans l'intérêt familial, il était nécessaire de donner à l'épouse la qualité de

de donner l'authenticité aux actes. Aucune connaissance spéciale n'est exigée, aussi leur nombre est très grand.

(1) Rapporté dans BUREAU, *Le homestead*, p. 126.

partie dans les divers actes de disposition. Le mari perd sa qualité de propriétaire exclusif et absolu, la femme entre avec lui en partage de ses droits, ou plutôt, comme le fait remarquer M. Bureau, « le véritable propriétaire du homestead devient une personne à deux têtes, dont l'individualité unique se compose de la réunion du mari ou de la femme (1) ».

Ce principe étant posé, il est facile d'en indiquer quelques conséquences.

A partir du moment où le bien acquiert la qualité de homestead, le mari devient « copropriétaire ou plutôt la moitié de cette troisième personne idéale qui est le véritable propriétaire ». Toute vente, renonciation à la constitution, hypothèque dans les cas prévus, consentie sur ce bien par le mari, sans le concours de la femme, est radicalement nulle, comme faite par une personne sans droit, par un *non dominus*.

L'annulation d'un pareil acte peut être poursuivie par la femme sans aucune permission de justice (art. 13, § 2).

Le mari pourra-t-il disposer seul, par testament, du bien de famille constitué sur ses biens personnels. En Amérique, toute disposition testamentaire de ce genre est considérée comme nulle et non avenue, car la femme a besoin de conserver un foyer toute sa vie et les enfants jusqu'à l'époque de leur majorité.

(1) BUREAU, *Le homestead*, p. 116.

En droit français, cet acte ne serait pas entièrement nul et la volonté du mari serait maintenue, sauf à la femme et aux enfants d'en demander la nullité partielle, en tant que, pendant la vie de l'une et la minorité des autres, il attenterait à leurs droits de prolonger l'insaisissabilité par l'effet du maintien de l'indivision (art. 20, § 1).

La dissolution de cette société familiale, soit en cas de prédécès de l'un des conjoints, soit en cas de divorce ou de séparation de corps, nous ajouterons même en cas d'absence, hypothèse oubliée dans le projet Ruau, a-t-elle pour effet de modifier la constitution du bien de famille?

La théorie américaine diffère complètement sur ce point de la proposition de loi que nous étudions. La règle établie est que, dans les cas de mort de la femme, de divorce ou de séparation de corps, prononcée contre elle, le mari recouvre son droit absolu de disposition quant au bien de famille qu'il peut aliéner ou hypothéquer à son gré. La restriction du droit d'aliénation ne survit donc pas à la désagrégation de la « troisième idéale ».

M. Ruau, au contraire, sauvegarde les droits de la famille en remplaçant, selon les cas, le mari ou la femme par le juge de paix qui prêterait son concours seulement dans le cas d'aliénation et lorsque celle-ci sera avantageuse aux mineurs (art. 14, § 2).

Cette disposition a l'inconvénient de limiter doublement et sans recours possible les droits du mari ou de la femme sur le bien de famille, en ce sens

qu'aucune renonciation à la constitution n'est permise et que l'aliénation n'est prévue que dans un cas. La protection, à notre avis, est exagérée car il peut se rencontrer des situations où l'aliénation ne doit pas être uniquement basée sur l'avantage qu'elle procure aux enfants. Il faut donc éviter de tomber dans un excès de protection dont les résultats ruinteraient les mineurs en trop les protégeant.

L'article 14 part du principe de l'existence des mineurs, et nous comprenons sans distinction les enfants légitimes, naturels reconnus et adoptifs, puisque leur présence permet la constitution d'un bien de famille, mais si le mariage est dissous sans enfant, quelle règle suivra-t-on au point de vue des actes de disposition? Nous savons, d'après l'article 19, que l'insaisissabilité, un des caractères distinctifs du *homestead*, peut subsister même après la dissolution du mariage sans enfant, au profit du survivant des époux, s'il est copropriétaire du bien et à condition qu'il en demande la conservation. Mais alors ce nouveau propriétaire sera-t-il dans l'impossibilité d'aliéner, devra-t-il recourir au concours du juge de paix ou enfin nous trouverons-nous en présence d'une situation particulière qui n'aura d'autre effet que le nom?

Empêcher toute aliénation, serait retirer complètement le bien du commerce, à l'encontre de toutes les règles économiques et admettre la présence du juge de paix, serait étendre un cas exceptionnel et limité

à d'autres situations, contrairement au caractère restrictif de l'exception.

L'auteur du projet, en traitant de la conservation de l'insaisissabilité dans l'hypothèse de dissolution du mariage sans enfant, doit avoir restreint le bien de famille à ce seul caractère, laissant à son propriétaire le droit de l'aliéner et de l'hypothéquer.

Cette solution nous paraît suggérée par la logique, car on ne peut comprendre pourquoi M. Ruau, qui n'a d'autre but que la protection du foyer, aurait encore augmenté cette protection vis-à-vis d'une personne qui n'est plus que le débris de la famille, en lui prohibant, sans recours possible, les actes de disposition.

Nous avons bien raison de dire que le plus grand mérite de l'article 19 consiste dans une règle sans grand résultat pratique.

Pour les actes d'administration auxquels le homestead pourra donner lieu, le mari les fera seul en qualité d'administrateur, de gérant de cet être fictif qui personnifie la famille. Nous appliquons ici le principe de droit commun, le projet Ruau n'apportant aucune exception.

Aux États-Unis, on fait une distinction entre les divers actes d'administration et on exige le consentement de la femme dans le cas où le mari veut donner à bail l'immeuble habité par la famille. C'est la consécration du principe de la conservation du foyer occupé par l'association familiale.

Cette exception nous paraît, jusqu'à un certain

point de vue, justifiée car, pour la famille, la location est aussi grave que l'aliénation, puisque l'une comme l'autre prive la couvée du nid qui l'abrite (1).

A côté de ces considérations pratiques qui découlent de l'interprétation des articles, il existe dans cette proposition de loi une idée générale : l'idée de privilège pour la famille.

Nous ne pensons pas qu'elle puisse soulever de grandes objections. Conçue dans un esprit démocratique, elle peut profiter à tout le monde sans nuire à personne.

La constitution d'un homestead n'est pas réservée uniquement aux petits cultivateurs et aux ouvriers urbains, toutes les classes de la société peuvent y recourir pour préserver leur famille contre les éventualités de l'avenir et pour se créer le tremplin nécessaire à édifier leur fortune comme à la reconstituer si elle venait à sombrer. Ce n'est donc pas un régime de tutelle, préconisé auprès des classes inférieures comme le prétend un savant économiste : « Par une étonnante contradiction, dit-il, au moment où les classes populaires acquièrent de plus en plus une part prépondérante dans la gestion des intérêts publics, on les suppose volontiers ignorantes, faibles

(1) Nous avons toujours considéré, au cours de cette discussion, le mari comme ayant sa pleine et entière capacité. En cas contraire, nous admettons les règles de droit commun pour régler les différentes situations, le projet actuel étant muet sur ce point.

et insouciantes, dès qu'il s'agit de leurs intérêts économiques et moraux (1) ».

Au surplus, quoi de plus juste qu'admettre un privilège au profit de la famille? S'il n'est pas écrit dans un texte de loi, ne résulte-t-il point de la nature. « L'homme, a dit Michelet, a sur la terre le premier des droits, celui de l'avoir faite »; la famille, nous répondons, est la première créancière de ce droit. « Le père, dit M. Corniquet, par le fait du mariage et de la paternité, contracte envers sa femme et envers ses enfants une dette sacrée qui doit primer toutes les autres. Il doit les entretenir et l'entretien ne comprend pas seulement la nourriture et l'éducation, mais encore l'habitation (2) ».

Est-ce encore une innovation que le projet Ruau fait dans notre droit français, en créant un privilège d'exemption de saisie, mais nos lois en sont pleines. Nous avons vu, au début de cette étude, les dispositions des articles 581 et 592 du Code de procédure civile, l'économie de la loi du 12 janvier 1893.

Pour les mêmes motifs ou pour d'autres, les traitements des fonctionnaires, jusqu'à concurrence des quatre cinquièmes ou des deux tiers et leur pension de retraite en totalité, les rentes sur l'État, les pensions à la caisse nationale de la vieillesse pour partie,

(1) *Annales de l'Ecole des sciences politiques*, octobre 1889, compte-rendu par M. Alix sur *Le socialisme d'État et la réforme sociale*, de M. Claudio JANNET, p. 597.

(2) *L'insaisissabilité du foyer de famille*, par M. CORNIQUET, Paris, Durand, 1894, p. 287.

les dépôts en compte-courant à la banque de France, sont exempts de saisie. « Fonctionnaires et bourgeois ont depuis longtemps leurs privilèges, le droit commun ne serait-il fait en réalité que pour Jacques Bonhomme » (1).

La situation qui résulterait de l'application de l'homestead n'aurait donc « rien que de très ordinaire et très normal. »

Où la discussion peut s'élever avec force et où la critique ne manquera pas, c'est dans la répercussion de la constitution du bien de famille vis-à-vis du mari :

Nous avons déjà fait remarquer que l'application d'un semblable régime porte une atteinte sérieuse à la puissance maritale réglée par le droit commun. La femme, par suite de l'évolution sociale, devait nécessairement prendre une place active dans la société familiale pour y discuter au besoin l'omnipotence de son mari. Le projet Ruau ne crée rien à ce sujet, il ne fait que consacrer une idée passée dans nos mœurs : l'émancipation de la femme mariée. La responsabilité de la question du ménage sera divisée et les fautes réparties entre les deux époux. La pratique, il est vrai, réclamait toujours l'intervention de la femme dans les divers actes d'aliénation consentis par le mari. La plus grande protection pour la famille ne proviendra donc pas uniquement de cette capacité restreinte d'aliéner, mais plutôt du

(1) *Le Correspondant*, 23 juillet 1890, p. 382.

principe d'insaisissabilité et de l'incapacité relative d'hypothéquer.

Mais cette diminution de patrimoine du père de famille comme gage commun de ses créanciers ne limiterait-elle pas son crédit ? L'objection devient plus sérieuse : comment le paysan cultiverait-il son bien si on lui enlevait le crédit nécessaire pour le faire fructifier ?

Il existe, en théorie, deux sortes de crédit : le crédit personnel basé sur la confiance et le travail de l'individu et le crédit immobilier représenté par la valeur de ses immeubles.

A notre avis, ces deux crédits sont presque corrélatifs et le crédit personnel n'est le plus souvent que la conséquence du crédit immobilier qui fixe d'une façon certaine la confiance des prêteurs. En pratique, l'emprunteur trouve rarement des capitaux sur la seule garantie de son travail qui peut disparaître par la maladie, par la mort, par les malheurs de famille, etc. Le seul crédit réside dans la terre, c'est à elle qu'on prête plutôt qu'à l'homme lui-même. Les besoins commerciaux ont fait naître un crédit spécial dont nous ne parlerons pas, c'est le crédit mobilier qui se caractérise par la mise en gage de meubles pour en éviter la réalisation immédiate. Le type ordinaire est le prêt sur titres qui se pratique couramment et sur une vaste échelle dans toutes les Sociétés de crédit.

Partant du principe émis plus haut, le crédit subit les fluctuations des immeubles, il augmente avec leur

étendue et leur valeur et il diminue dans le cas contraire. Si l'on retire du patrimoine d'un père de famille une valeur de 8,000 francs, son crédit sera nécessairement diminué d'autant. Rien de plus logique et il en serait ainsi si le projet Ruau n'admettait pas d'exceptions.

On dira que « le crédit personnel suppose une condition essentielle, c'est que la possibilité du travail reste absolue. Pour assurer la réalisation de cette condition, il faut que l'instrument du travail, le sol, soit libéré et participe en quelque sorte de l'inviolabilité de la personne humaine dont il est inséparable » (1).

Cette argumentation nous paraît un peu spécieuse et plus théorique que pratique.

Avant de discuter la possibilité du travail, il faudrait considérer chez l'individu la volonté du travail et les éventualités qui peuvent l'annihiler. Ensuite peut-on admettre d'une façon sérieuse que le bien réduit à la portion de famille puisse constituer à lui seul l'exploitation susceptible de subvenir aux besoins d'un ménage. La réponse nous paraît inutile.

L'idée de M. Violette, citée par l'exposé des motifs (2), vient encore à l'appui de notre thèse : « si la loi donne aux prêteurs, dit-il, la garantie que cet homme qu'ils connaissent comme digne de la plus absolue confiance, restera toujours en possession de son outil de travail,

(1) Exposé des motifs du projet de M. Ruau, p. 21.

(2) *Ibid.*, p. 21.

ils n'hésiteront pas à lui faire les avances nécessaires, se faisant déléguer, au besoin, le bénéfice d'une police d'assurance sur la vie, ou d'un livret de la caisse des retraites ».

Rien de mieux ; cette assurance ou ce livret de la caisse des retraites, ajouté au travail d'une personne, donnera à celle-ci un crédit plus positif que le seul travail basé sur un champ d'action insaisissable. C'est un assaisonnement du travail que les prêteurs ne dédaigneront pas et qui fortifiera leur confiance dans la solvabilité de leur débiteur.

Sans doute, le crédit est parfois un instrument de ruine, mais il est le plus souvent un puissant levier entre les mains des plus capables et des meilleurs. En agriculture, les capitaux sont nécessaires, il faut semer l'argent pour récolter l'or. Mais la moisson ne vient pas chaque semaine comme chez l'ouvrier, il faut attendre de longs mois avant d'en retirer les fruits, c'est le métier de l'an qui vient. Personne ne doute plus aujourd'hui que c'est par la culture intensive, par les progrès des méthodes nouvelles, par le mécanisme perfectionné, par l'emploi des engrais et les travaux d'amélioration que l'Europe occidentale peut lutter avec le moins de désavantage contre la concurrence des pays neufs. Interdire à un propriétaire d'affecter un de ses biens à la sûreté de ceux qui lui prêtent leurs capitaux, c'est lui empêcher d'étendre son exploitation et d'accroître ses profits.

Nombreux sont les exemples fournis par les nations européennes où la misère du paysan n'est que la

conséquence du manque de crédit. On a cherché par des mesures restrictives de capacité à lui conserver son lopin de terre dont le produit devait servir à sa nourriture et à celle de sa famille, mais on a tué du même coup la bonne volonté des prêteurs. Et voici le malheureux cultivateur, obligé de mourir de faim ou d'accepter les conditions onéreuses des usuriers, si, par des circonstances extraordinaires telles qu'inondation, incendie, mauvaise récolte, épizootie, il voit perdre un beau jour le produit d'une ou plusieurs années de travail.

La situation ne se résoudra pas toujours dans des conditions aussi normales. On n'a pas oublié la terrible révolte des paysans roumains qui a éclaté au mois de mars 1888 dans plusieurs communes du département de Jalomiza et qui fut occasionnée par la misère indescriptible qui régnait parmi les populations. Épuisées par l'usure, celles-ci restaient sur leur domaine indisponible et insaisissable, sans pouvoir trouver de quoi se nourrir et le mettre en culture.

Le même problème économique s'est posé en Angleterre pour l'Inde, en Serbie et en Russie pour leurs propres sujets. Consentir une complète liberté au propriétaire, c'était laisser le champ vaste aux saisies immobilières et à leurs conséquences; proclamer au contraire l'indisponibilité et l'insaisissabilité des biens, c'était fermer la porte au crédit, condamner le paysan, dans bien des cas, à l'impuissance et à l'inaction. Situation fort complexe et difficile à résoudre.

Dans ces pays, l'inaliénabilité de la propriété a eu

à elle seule les résultats les plus désastreux. A mesure que la population a augmenté, un malaise général s'est fait sentir provenant de la fixation sur une surface trop petite pour les occuper, d'un trop grand nombre de laboureurs, qu'une émigration territoriale aurait pu satisfaire. Par une coïncidence qu'on aurait tort d'attribuer au hasard, nous retrouvons en Russie le même phénomène qu'en Roumanie : nous voyons les paysans obligés de louer les terres des grands domaines voisins et réduits à la merci des gros propriétaires qui surélèvent à leur guise le prix des fermages, alors que, s'il était permis aux cultivateurs de vendre leur petite propriété, ils trouveraient à quelque distance de là et à bon marché des champs à cultiver en abondance. « Ici la terre fait défaut et ne suffit pas à l'activité des bras qui offrent de s'employer ; là, elle reste improductive faute de travail pour la féconder » (1).

C'est, sans doute, pour ces raisons que le projet Ruau, s'inspirant de l'exemple des nations étrangères et pour éviter l'écueil où elles sont tombées autorise sous condition l'aliénation du bien de famille.

Mais, reste la diminution de crédit provenant de l'insaisissabilité et de l'incapacité relative d'hypothéquer.

Cette objection est-elle aussi sérieuse qu'on pourrait le penser, ou n'existe-t-il pas des exceptions qui en détruisent tout le bénéfice, laissant le principe sans effet.

(1) BUREAU, *Le homestead*, p. 280.

Avant d'étudier cette question, nous répéterons que la loi sur le bien de famille ne vise pas uniquement le petit propriétaire rural, le cultivateur, comme semblerait l'indiquer notre discussion antérieure, mais aussi l'artisan et l'ouvrier des villes. Nous dirons mieux, le projet actuel comporte deux idées distinctes, selon la catégorie des personnes auxquelles il s'adresse : 1° une idée de création ; 2° une idée de conservation.

Création, lorsque l'ouvrier constituera de toutes pièces la maison où habitera sa famille, le jardin d'où il tirera une partie des produits nécessaires à sa subsistance.

Prise sous cette forme, cette idée législative ne serait que la succursale de la loi sur les habitations à bon marché.

Au contraire, vis-à-vis de l'industriel, du commerçant, du cultivateur, car, en France, le homestead ne peut constituer à lui seul l'exploitation nécessaire à la vie d'une famille, un semblable bien n'est qu'une partie d'un grand tout. C'est la portion invulnérable aux attaques des créanciers. C'est là qu'en cas de ruine, le chef de famille luttera de pied ferme contre le sort et partira à la conquête d'une nouvelle fortune.

Envisagée sous cette forme, la loi de homestead se confond avec la conception américaine du bien de famille.

Le Yankee a un caractère spécial, « ce n'est pas seulement un travailleur, c'est un travailleur ambu-

lant (1) ». Race aventurière et entreprenante, elle n'a pas, comme le Français, le goût de l'épargne et de l'économie. Son but, c'est la production ; continuellement tout son patrimoine est engagé et, par suite, exposé aux vicissitudes qui en sont l'accompagnement nécessaire. L'Américain ne connaît pas les placements de père de famille, d'abord parce qu'il n'en existe pas dans ce pays à cause de l'instabilité des valeurs mobilières, ensuite, par le fait de son goût du commerce. Il sait qu'une entreprise donne d'autant plus de bénéfices qu'elle est plus importante et qu'elle est conduite sur une plus large échelle ; il cherche donc, par tous les moyens, à agrandir le champ de ses opérations. Son patrimoine, ses gains, son crédit, tout sert à étendre son action, à multiplier ses achats et ses ventes.

Dans ces conditions, il devait songer à soustraire sa famille aux hasards inhérents à la profession qu'il a embrassée.

Les moyens sont nombreux : l'assurance sur la vie, la constitution de son commerce en société anonyme, le transport d'une partie de son patrimoine au profit de sa femme, la constitution d'un bien de famille. Toutes ces opérations sont très fréquentes et ont lieu en pleine période de prospérité.

Au surplus, que peut faire au crédit d'un farmer, l'insaisissabilité de cent hectares de terre dans un domaine de 4 à 5.000 hectares ?

(1) Michel CHEVALIER. Lettre XXIII, t. II, p. 121 ; rapporté dans BUREAU, *Le homestead*, p. 171.

Les mœurs françaises sont loin de ressembler aux idées américaines. A la passion du commerce de l'un, nous opposerons l'entreprise discutée et réfléchie et surtout l'économie de l'autre. Le caractère méfiant des emprunteurs se conciliera, à notre avis, difficilement chez nous avec les conséquences des lois de homestead. Le créancier supposera toujours qu'une constitution de bien de famille a été faite pour restreindre ses droits, à moins que la loi ne soit générale, ce qui vient encore à l'appui de notre théorie de la constitution obligatoire.

Et cependant, quelles ne sont pas les ressources juridiques données aux prêteurs par le projet Ruau, pour mettre à l'abri leurs droits antérieurs et postérieurs à un homestead?

Pour ceux antérieurs, nous n'y reviendrons pas, nous avons vu que les droits acquis des créanciers étaient complètement sauvegardés.

Les précautions prises pour ceux ultérieurs nous font considérer l'auteur de la proposition comme le véritable père de famille des prêteurs.

D'abord, l'aliénation de l'immeuble soustrait à la saisie des créanciers, est permise conditionnellement (art. 13). Il est vrai que le droit du propriétaire d'affecter son immeuble à la garantie de ses créanciers est supprimé. C'est l'adoption, sur ce point, des théories autrichiennes et allemandes qui, malgré qu'elles concèdent ce droit, l'entourent de restrictions qui équivalent à la suppression. Mais, il est aisé de deviner que cette exception est illusoire tant qu'on laisse

au propriétaire la libre disposition de son bien : au lieu de l'hypothéquer, il le vendra, et ce n'est pas l'exigence du consentement de sa femme qui mettra un sérieux obstacle à cette aliénation. A quoi bon, dit M. Vidal, stipuler en faveur de la famille et de la stabilité des foyers, l'insaisissabilité de la maison du petit cultivateur, si on le laisse libre d'aliéner cette maison. On veut l'empêcher d'emprunter, d'hypothéquer, l'insaisissabilité aura, en effet, pour résultat de l'en empêcher. Mais, s'il a besoin d'argent, s'il veut à tout prix s'en procurer, au lieu d'hypothéquer, il vendra, et son foyer domestique n'en sera pas moins perdu, perdu pour lui et perdu pour sa famille. Qu'aura donc gagné la stabilité des foyers à cette entreprise, plus gênante qu'efficace, résultant de l'insaisissabilité ? (1) ».

Les praticiens ne manqueront pas, d'ailleurs, de trouver, dans ce droit d'aliénation, des moyens multiples de tourner la prohibition légale, de sorte que, par cette fissure, pourra s'échapper jusqu'au dernier atome l'effet bienfaisant de la réforme entière.

Il est donc certain que, sans l'inaliénabilité du bien de famille, contraire sans doute aux exigences de la civilisation moderne, mais toujours en vigueur cependant dans le régime dotal, l'institution du homestead ne peut donner que des résultats insignifiants. Vainement dit-on que « l'insaisissabilité ne faisant obstacle qu'à la vente forcée et l'inaliénabilité s'opposant

(1) VIDAL, *Institution du homestead*, p. 27.

à la vente amiable, la différence entre les deux situations est grande; on comprend donc que chacune d'elles soit soumise à des règles différentes. Autre chose est la stabilité des foyers, autre chose leur immobilisation. Si la première est souhaitable, ce serait se mettre en contradiction avec toutes les tendances du siècle, que de vouloir réaliser législativement la seconde (1) ».

Mais cette insaisissabilité ne comporte-t-elle pas d'exceptions ? Le projet Ruau ne prévoit-il pas des créanciers auxquels l'exemption de saisie n'est pas applicable ? L'article 2 répond à cette question et dans sa généralité prévoit presque tous les cas d'endettement du débiteur. Les fournitures de subsistance pour la famille, les condamnations pour délits et quasi-délits, les mémoires d'entrepreneurs pour reconstruction et réparation des bâtiments, les sommes dues pour l'ensemencement des terres, les améliorations agricoles, l'achat de bétail, de machines, d'instruments servant à la culture, etc., ne peuvent se voir opposer l'exception d'insaisissabilité du bien de famille.

Nous ajouterons encore à cette longue énumération le paiement des impôts que M. le Ministre des finances, lors de la discussion du projet, ne manquerait pas de faire rentrer dans ce cadre. Pour les autres dettes, les prêteurs se chargeraient bien de leur obtenir le bénéfice de la saisie en les stipulant : valeur

(1) VIDAL, Rapporté dans BUREAU, *Le homestead*, p. 325.

pour améliorations agricoles ou pour subsistance.
Que restera-t-il alors de ce régime du bien de famille?

Principe sans effet, protection illusoire de la famille, stabilité fictive du foyer, telles sont les caractéristiques du projet que nous venons d'étudier.

CONCLUSIONS

La proposition de M. Ruau a été, sans aucun doute, inspirée par les meilleurs sentiments : le patriotisme éclairé de l'auteur, les idées larges et généreuses conçues dans l'intérêt de la démocratie en sont le gage le plus certain.

Le but poursuivi, nous l'avons vu, est d'apporter un remède à un état de choses dérivant d'une situation économique, de mœurs et d'événements qui nous dominent de toute leur puissance. A l'heure actuelle, c'est faire œuvre de haute prévoyance que de faciliter au peuple l'accès de la propriété, mais c'est commencer une tâche particulièrement utile en ce qui concerne la population rurale, qu'il devient urgent d'attacher à la terre. Elle la fait sienne volontiers et il faut l'y aider en donnant au chef de famille l'assurance qu'il ne vérifiera pas le *sic vos non vobis* de Virgile, qu'il travaillera uniquement pour les siens sans redouter, dans le cas de malheur, que son labeur s'évanouisse au feu des enchères pour le plus grand profit des hommes d'affaires.

Création, conservation et diffusion de la petite propriété avec toutes ses conséquences, tel est le résultat auquel tend ce projet. Les espérances sont-elles fondées ? Obtiendra-t-on le succès désiré au lieu de l'indifférence qui ajouterait une arme inutile à l'arsenal déjà si fourni de nos lois ?

La réponse se passe de commentaires après les explications que nous avons antérieurement fournies.

Nous avons discuté l'exemple qu'on pourrait tirer des pays étrangers et nous sommes arrivé à cette formule un peu grossière, mais bien saisissante, qu'on peut copier l'outillage industriel d'un pays, mais non son outillage juridique, qui dépend de l'être humain, des mœurs ou du tempérament de la nation. En outre, en Amérique, berceau de l'homestead, dans les États de l'Est, comparables à la France au point de vue de la division de la propriété, cette institution est presque méconnue. Dans les États de l'Ouest, où cette législation était nécessaire pour arriver à mettre en culture les immenses étendues de terrain, ce régime est délaissé par les habitants à mesure que s'opère chez eux la transformation de débiteurs en créanciers.

Il est aussi à remarquer que, dans les nations européennes, telles que l'Angleterre, l'Allemagne et l'Italie, et les pays qui s'y rattachent, le régime foncier a une base plutôt aristocratique, que les institutions féodales y ont subsisté plus longtemps et qu'il était plus urgent qu'en France, d'assurer la possibilité de la création de la petite propriété foncière. Chez nous, depuis le régime successoral institué par la Révolution et le Code civil avec le principe d'égalité qui s'impose dans les partages, la petite propriété immobilière s'est constituée toute seule et l'établissement du bien de famille aurait moins pour effet de la créer que de la raffermir, en lui donnant une base plus solide et plus durable. Mais la cause du mal

dont souffre l'agriculture est trop profonde, elle se rattache à des phénomènes économiques trop grands pour qu'une simple insaisissabilité légale aussi atténuée soit capable d'apporter un soulagement.

Nous assistons à une transformation normale de notre agriculture qui cherche à se régénérer sur des fondements nouveaux pour lutter victorieusement contre la concurrence étrangère. Les forces économiques orientent les activités vers les idées du jour : la conception agricole matérielle de nos aïeux doit disparaître pour faire place aux procédés scientifiques fournis par l'art agricole moderne. Il s'agit aussi de parer à la raréfaction et au renchérissement de la main-d'œuvre, à l'augmentation du coût de l'exploitation agricole, à la diminution de la rente du sol, à la dépréciation de la valeur locative et de la valeur vénale de la terre, à toutes les calamités qui s'enchaînent et, en atteignant gravement les fortunes privées, ont un fâcheux retentissement sur la fortune publique. Le retour à la terre et le crédit agricole sont, nous pensons, des armes capables d'être opposées avec succès à ces phénomènes économiques et sociaux.

Le devoir du législateur est de faire aimer la terre de l'amour sublime dont est plein le paysan propriétaire de Michelet, celui qui « à trente pas s'arrête, se retourne et jette sur sa terre un dernier regard profond et sombre, mais il est tout passionné ce regard, tout de cœur et plein de dévotion ». Ce culte à la terre aurait ce double résultat de retenir les défallants et d'attirer ceux qui ont encore quelques scrupules.

pules sur la noblesse de la profession d'agriculteur. Le cultivateur d'aujourd'hui n'est plus le paysan de la chaumière enfumée qui vit misérablement, sans espoir de jours meilleurs, c'est l'individu intelligent, dégagé de la matérialité de ses ancêtres, qui cherche dans les progrès de la civilisation des procédés nouveaux pour donner plus d'extension à son action, partant de là, pour accroître davantage ses bénéfices.

En un mot, c'est un commerçant, mais qui est loin de profiter des avantages accordés au commerce, car des charges nombreuses pèsent sur lui sans qu'il puisse s'en dégager.

La terre ne se cache pas, tout est exposé au grand jour et notre système d'impôts trouve largement chez elle de quoi satisfaire son insatiable appétit. Encore si la répartition était équitable, mais l'évaluation cadastrale est loin d'apporter le concours d'une égalité parfaite. La révision de notre cadastre, malgré l'énormité de la dépense, est une réforme qui s'impose et qui est réclamée ardemment par toute la démocratie.

A un autre point de vue, la propriété rurale supporte à elle seule la charge de la vicinalité communale qui augmente en raison directe de la dépopulation des campagnes. Nos routes et chemins, d'un usage autrefois exclusif pour les habitants d'une même commune sont devenus, par suite du développement des moyens de transport, d'une utilité non pas même régionale mais nationale. Il convient donc de transformer la réforme bien infructueuse de la taxe vicinale communale par une taxe vicinale départementale en

attendant que le service soit supporté en entier par l'État.

La diminution des charges fiscales n'est pas le seul desideratum de l'agriculture, l'effort législatif doit aussi porter sur un large dégrèvement des droits de mutation.

Comment l'épargne peut-elle aller à la petite propriété alors que l'achat des terres est grevé de frais considérables ? Si l'on achète pour 20.000 francs de terre, on devra payer pour plus de 2.000 francs de frais, pour frais d'enregistrement, de transcription, de purge, sans compter les honoraires du notaire. Au contraire si l'on achète pour 20.000 francs d'obligations de chemins de fer, on en est quitte pour une trentaine de francs de timbre et de courtage, la disproportion est choquante.

Sans doute la loi du 23 avril 1905 apporte un léger progrès par la suppression du timbre et par la fixation jusqu'à 500 francs d'un droit de mutation proportionnel et non *fractionnel*. Mais quel espace, oserons-nous dire, infranchissable faudrait-il combler pour arriver à une égalité entre les droits de mutation mobiliers et immobiliers. Malgré tout, c'est par la diminution de ces droits qui frappent, outre mesure, les immeubles que l'on pourrait espérer attacher l'épargne à la terre. La manifestation de l'effort du législateur à ce sujet rendrait la confiance au paysan en voyant son bien déchargé de l'honneur peu rémunérateur de remplir en partie les caisses du budget. Les bras reviendraient à la terre, la production doublerait par une culture plus intensive et au régime

de dépréciation foncière, que nous déplorons, succéderait une ère de prospérité. Ainsi l'épargne populaire serait dirigée vers une œuvre féconde. « Au lieu de dormir dans des bas de laine ou de se volatiliser dans de fâcheuses spéculations, elle irait vers la terre qui, du moins, garde les capitaux qu'elle reçoit et porte ses fruits » (1).

Ces réformes ne sont pas les seules qu'on pourrait réaliser, après les idées que nous avons développées au cours de notre discussion de la transmission intégrale et dont l'adoption donnerait les meilleurs résultats en évitant le morcellement exagéré des propriétés, il est une mesure que l'on ne saurait trop préconiser : c'est la multiplication des échanges. Les progrès de l'art agricole moderne demandent pour l'emploi du machinisme de grandes pièces de terrain ; c'est une nécessité des méthodes nouvelles. Il faudrait donc encourager le cultivateur dans cette voie en l'exonérant des droits d'échange et au besoin en donnant des primes à ceux dont l'exemple pourrait servir de modèle aux autres.

L'étude de l'agriculture dans nos écoles primaires, les conférences, plus nombreuses et souvent mieux appropriées aux besoins des régions, faites par nos professeurs d'agriculture auraient une répercussion plus efficace pour notre cause que leur rôle de statisticien.

Nous ne voulons pas nous attarder sur le dévelop-

(1) Projet Lemire, documents parlementaires, 1894, annexe 848, p. 1173.

pement d'une question extrêmement attrayante en théorie, mais qui réclame plus d'exécution que de discours, car elle est la conséquence impérieuse de notre transformation agricole.

Il ne suffit pas que les activités retournent à la terre, il faut l'argent nécessaire pour l'exploiter, le crédit pour parer aux éventualités.

La loi, telle qu'elle nous est présentée, aura-t-elle le pouvoir de jeter l'épouvante au cœur du phylloxéra, d'arrêter la grêle dans sa chute, de paralyser l'action de la gelée, de conjurer les désordres causés par mille maladies qui désolent les champs et compromettent les récoltes. Le petit propriétaire, qui subira ces calamités, sera souvent réduit à l'emprunt. Mais par le fait que son bien sera insaisissable, il est bien certain de ne trouver aucun prêteur et à la dernière extrémité, il arrivera à vendre son fonds ; que deviendra alors l'insaisissabilité ?

Ce n'est pas par l'insaisissabilité même doublée de l'inaliénabilité que le projet Ruau prétendra éviter l'effondrement du malheureux cultivateur, c'est par le crédit étayé, non « sur le superflu », car qui a le superflu n'emprunte pas, mais sur la conception moderne de la mobilisation de la petite propriété.

Les promoteurs des lois du 5 novembre 1894, du 31 mars 1899 et du 25 décembre 1900, créatrices du crédit agricole mutuel, espéraient être arrivés à la solution de ce problème économique : avance d'argent aux cultivateurs à des conditions très avantageuses.

Malheureusement, la pratique a démontré l'inanité de leurs espérances malgré les nombreux comités de

propagande qui se sont formés pour vulgariser les bienfaits de ces lois. Il ne pouvait en être autrement. Les formalités exigées pour la constitution d'une caisse, la responsabilité qui incombe à chaque sociétaire dans les engagements pris par la société et qui rendent les gros actionnaires méfiants vis-à-vis des plus petits, la divulgation forcée du nom des emprunteurs, les prêts à courte échéance sont autant d'entraves à la généralisation de ce mode de crédit. En outre, le bénéfice de la loi de 1900 est peu démocratique. La caisse de crédit agricole a droit, comme avances gratuites de la Banque de France, à quatre fois le montant de son capital versé, soit logiquement, chaque actionnaire au quadruple du montant de ses actions. Partant de cette idée que chaque associé cherche dans le crédit agricole, un avantage sur le loyer de ses emprunts, son profit sera en raison directe du montant de ses actions. Les petits sociétaires, pour qui en principe la loi devait profiter plus largement, n'auront eu que le mérite d'apporter leur concours pour le plus grand bénéfice de ceux qui n'en ont pas besoin. La banque de crédit agricole mutuel est la banque bourgeoise; le crédit foncier la banque aristocratique, l'agriculture attend des pouvoirs publics la banque populaire.

Et par banque populaire, nous entendons un établissement d'État qui ferait aux cultivateurs des avances à faible intérêt et qui les récupérerait soit par la division de la dette à de nombreuses échéances, soit par l'amortissement au moyen d'annuités. Mais quelles seront les garanties de cette banque?

A cette objection nous répondrons qu'elle les trouvera dans la mobilisation de la propriété.

Cette mobilisation, nous ne la concevons pas à la façon du système de l'*Act Torrens*, où un petit morceau de papier représente la propriété elle-même. Notre régime des privilèges s'y oppose à moins d'une refonte complète, car nous sommes en présence d'un procédé que l'on peut mettre en vigueur dans les sociétés en voie de formation, mais non pas dans celles, comme la nôtre, en voie de transformation.

Pour nous, nous proposerions la commercialisation de la propriété, non pour la *transmission* mais pour la *représentation* du crédit du propriétaire. Le cultivateur, quelque petit soit-il, possède une superficie pécuniaire qui lui provient de ses terres. C'est cette valeur qu'il s'agit de mettre dans le commerce au mieux des intérêts de son maître.

La révision du cadastre avec une nouvelle évaluation de la propriété, la réforme de notre mécanisme hypothécaire donneraient les meilleurs résultats et simplifieraient beaucoup l'idée que nous préconisons. En attendant, nous devons nous servir des moyens que nous possédons pour arriver à déterminer la valeur marchande de la propriété et représentative du crédit. Nous estimons que le revenu cadastral tel qu'il existe aujourd'hui, multiplié par le coefficient vingt (1) donnerait une base exacte aux prêteurs

(1) Ce coefficient est adopté en matière de droit de mutation par décès par l'administration de l'enregistrement pour connaître approximativement la valeur de la propriété. En règle générale, cette valeur obtenue est inférieure à la valeur réelle.

pour tabler sûrement leurs avances. La conservation des hypothèques serait toute désignée pour tenir le compte-courant du crédit, augmentant ou diminuant selon les acquisitions ou les ventes et les emprunts. Un cultivateur a besoin, par exemple, de deux mille francs et possède une fortune évaluée administrativement à dix mille francs. Il irait chercher à la conservation des hypothèques un bon de crédit représentatif de pareille somme, transmissible par voie d'endossement qui porterait le numéro 1 s'il est le premier demandé. Cette sorte de warrant immobilier donnerait à la banque qui l'escompterait une garantie hypothécaire en premier rang sur le bien du débiteur et l'aval de la femme pourrait emporter renonciation à son hypothèque légale au profit du créancier. L'adoption de ce procédé peu coûteux et extrêmement rapide sauvegarderait les intérêts du prêteur et faciliterait les besoins multiples du débiteur, qui pourrait emprunter à son gré en fournissant l'état de son compte créditeur. La valeur, une fois soldée, serait remise à la conservation des hypothèques et diminuerait d'autant le montant du compte débiteur.

La mobilisation de la petite propriété apparaît dans le lointain comme le but extrême de l'évolution agricole, aussi nous souhaitons ardemment de voir le législateur se lancer dans les idées de commercialisation qui apporteraient sans restriction le crédit nécessaire à l'agriculture moderne.

Nous pourrions voir alors se développer une race agricole nouvelle, vigoureuse et fière, qui rendrait aux champs délaissés le mouvement et la fécondité,

qui multiplierait la production et la richesse, et fonderait une grande démocratie terrienne qui serait l'assise principale de la nation, l'instrument de sa fortune et de sa grandeur.

L'hymne à la terre chantée par Virgile répond à une nécessité de tous les temps. De même que Rome au 1^{er} siècle, de même les pouvoirs publics ont en France aujourd'hui le devoir de conjurer le péril agricole, et s'ils n'ont pas, comme Auguste, la rare fortune de compter de grands poètes au nombre de leurs collaborateurs, nous avons la confiance qu'ils sauront puiser dans leur patriotisme, les inspirations utiles pour remédier au mal par de promptes et sages lois.

Vu :

GERMAIN MARTIN.

Vu :

*Le Doyen de la Faculté de Droit
de l'Université de Dijon,*

E. BAILLY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Dijon, le 26 octobre 1903.

Le Recteur de l'Académie,

E. BOIRAC.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	7
--------------------	---

CHAPITRE PREMIER

Du Principe de l'insaisissabilité en droit français.

SECTION I. — Cas prévus par le Code de procédure civile....	13
SECTION II. — Cas prévus par les lois postérieures.....	14
SECTION III. — De l'insaisissabilité dans le régime dotal	16

CHAPITRE II

De la question du bien de famille dans les législations étrangères.

SECTION I. — Du droit Indien, Serbe, Roumain et Russe.....	22
SECTION II. — De la propriété familiale en Amérique, en Italie, en Allemagne, en Angleterre, etc.....	28

CHAPITRE III

État de la question dans la législation française, antérieurement au projet de loi de M. Ruau.

SECTION I. — But du bien de famille. — La crise agricole. — Ses causes	36
SECTION II. — L'œuvre des Sociétés agricoles dans cette matière. — L'idée des économistes.....	46
SECTION III. — Propositions parlementaires	48

CHAPITRE IV

Du bien de famille selon le projet de loi de M. Ruau.

SECTION I. — Des principes qui caractérisent les propositions de lois antérieures	53
SECTION II. — Énumération des articles du projet Ruau	55
SECTION III. — De la transmission intégrale.....	62

CHAPITRE V

Du principe d'insaisissabilité, d'incapacité relative d'hypothéquer,
de capacité restreinte d'aliéner.

SECTION I. — Conséquences vis-à-vis des tiers.....	80
SECTION II. — Conséquences au point de vue de la famille...	90
SECTION III. — Conséquences vis-à-vis du mari.....	101
CONCLUSIONS	113

